

**UN PARCOURS FRANCISCAIN,  
DE LA RESTAURATION DE L'ORDRE À LA RÉSISTANCE  
CORENTIN CLOAREC (1894-1944)**

Bertrand Warusfel  
*Université Lille 2*

Illustre inconnu de la Résistance, malgré une rue parisienne à son nom, Corentin Cloarec a aussi été l'un de ces frères mineurs qui vécurent les deux guerres mondiales tout en contribuant dans l'intervalle à restaurer l'Ordre en France<sup>1</sup>.

La redécouverte de cette figure et la mémoire de son sacrifice à l'occasion du soixante-dixième anniversaire de sa mort nous donnent donc l'occasion d'évoquer un homme avec ses particularités mais aussi un parcours franciscain assez typique dans ces périodes charnières de la première partie du xx<sup>e</sup> siècle.

Après avoir résumé ce que nous savons de l'homme et du croyant, depuis ses origines et sa vocation en passant par l'épreuve de la guerre, nous rechercherons en quoi ses responsabilités et son apostolat nous renseignent sur le dynamisme que déployèrent les frères mineurs suite à leur retour au lendemain de 1918.

Enfin, nous appuyant sur des sources et des témoignages pour la plupart inédits, nous montrerons que la fin tragique (et encore partiellement mystérieuse) du père Corentin ne doit pas cacher la cohérence de son engagement résistant avec sa vocation franciscaine ainsi qu'avec les évolutions de la résistance intérieure entre 1940 et 1944.

---

<sup>1</sup> Si le présent article est un travail personnel dont seul l'auteur assume la responsabilité, il s'appuie essentiellement sur les résultats d'une recherche collective menée durant deux années avec Patrice de Larrard et les frères Luc Mathieu et Jean-Louis Paumier, ofm, laquelle a donné lieu à la publication d'un ouvrage collectif, Bertrand WARUSFEL (dir.), *Le père Corentin, franciscain et résistant*, Paris, Éditions franciscaines, 2014. Qu'ils soient particulièrement remerciés de leur contribution à cette recherche et de leur relecture du présent texte.

## Les origines d'un engagement franciscain

### *Un enfant du catholicisme breton de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle*

Les premiers documents que nous connaissons concernant le père Cloarec datent de son entrée au noviciat chez les frères mineurs en 1921. Mais à cette époque, il a déjà vingt-sept ans et sa vocation a trouvé non seulement ses racines dans son milieu familial et ses années de jeunesse bretonne mais aussi dans le grand ébranlement qu'a constitué le premier conflit mondial.

Les origines du père Corentin Cloarec sont bretonnes, ainsi que l'atteste son patronyme – très courant en Bretagne – et le prénom qu'il choisira comme religieux. Il est né à Saint-Sauveur, dans le nord du Finistère le 31 mars 1894. Il est donc un « léonard » (c'est-à-dire, un natif du pays du Léon, au nord des monts d'Arrée).

Cette ascendance du jeune Jean Marie l'a fait naître dans une société très rurale où le catholicisme exerce encore une influence décisive. À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, en effet, il existe des différences assez marquées entre la Bretagne côtière, largement francophone et qui cherche à s'ouvrir, et celle des campagnes intérieures, principalement bretonnantes (au moins en Basse-Bretagne) et restées beaucoup plus à l'écart des progrès techniques et économiques. Le futur père Corentin est d'ailleurs comme toute sa famille un vrai « bretonnant », c'est-à-dire de langue maternelle bretonne, ce que l'église locale entretenait comme signe de résistance à la volonté jacobine de francisation mise en œuvre par la III<sup>e</sup> République<sup>2</sup>.

À cela s'ajoute les particularités du Nord-Finistère, alors politiquement très conservateur et extrêmement catholique, à tel point que le Léon est alors dénommé une « terre de prêtres » (en raison de l'abondance de ses vocations sacerdotales)<sup>3</sup>. Dans son célèbre ouvrage de 1913, André Siegfried affirmait que si « tous les bretons sont religieux, le léonard est clérical » et insistait sur cette spécificité de la région par rapport au reste de la Basse-Bretagne, allant jusqu'à qualifier le Léon de « théocratie »<sup>4</sup>.

---

<sup>2</sup> Lors de sa première messe célébrée dans son village en août 1925, un de ses proches amis franciscains qui est venu dire quelques mots en son honneur « parle en français et s'en excuse » (Article d'un journal local non précisé relatant la première messe chantée du père Cloarec à Saint-Sauveur, repris in *Fratres in Unum, Bulletin du petit séminaire de Fontenay-sous-Bois*, 2 septembre 1925, 6, p. 23). Durant son séjour à Saint-Brieuc, le père Corentin prononcera chaque année des sermons en breton aux fêtes du Folgoët et nous savons qu'il usera du breton pour échanger confidentiellement avec certains résistants sous l'Occupation.

<sup>3</sup> Sur les particularités du Haut-Léon, voir notamment l'ouvrage d'un natif (né à 15 km de Saint-Sauveur, en 1934), Jean ROHOU, *Fils de ploucs*, Rennes, Éditions Ouest-France, 2011, 2 tomes, notamment t. 1, p. 82-113.

<sup>4</sup> André SIEGFRIED, *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, 1913, rééd. Imprimerie Nationale, Paris, 1995, p. 251.

Cette importance de l'Église est perceptible au travers du nombre d'ecclésiastiques que l'on retrouve dans la famille proche de Jean Marie Cloarec : deux grands-oncles<sup>5</sup> ainsi que l'un de ses cousins germains<sup>6</sup>. Ces liens furent d'ailleurs soulignés par le directeur du séminaire de Quimper dans le courrier de recommandation qu'il adressa au provincial des frères mineurs en 1921 : « il appartient à une famille des plus honorables, très religieuse et qui a donné à l'Église plusieurs prêtres »<sup>7</sup>.

Cette prégnance du catholicisme de sa jeunesse a pu aussi contribuer à la foi solide et militante dont on retrouve l'expression dans sa bouche ou sous sa plume. Lorsqu'il sollicite son admission dans l'Ordre, il évoque ainsi son appel au sacerdoce « par un penchant spontané de ma jeunesse et de mon adolescence »<sup>8</sup>. C'est également en digne fils du Léon, qu'il exprime son désir (jamais exaucé) de partir en mission<sup>9</sup> « pour m'y dévouer au salut des âmes païennes, ainsi que le bon Dieu m'en a toujours inspiré le désir »<sup>10</sup>. Plus tard, il conclura son sermon des journées franciscaines en avril 1937 en s'écriant : « Et le monde sera meilleur ! Le Christ aux chrétiens ! Et le monde est à Dieu ! »<sup>11</sup>

Mais le futur père Corentin est également l'héritier d'une autre tradition ancienne du pays de Léon, celle des « juloded », ces producteurs et

---

<sup>5</sup> Hervé Marie Cloarec (1816-1892) fut curé de Saint-Louis de Brest tandis que son frère Jérôme Marie (1833-1920) partit aux États-Unis où il devint vicaire général du diocèse de Burlington dans le Vermont et protonotaire apostolique. Sur sa famille, voir également les développements de Patrice de Larrard dans B. WARUSFEL (dir.), *Le père Corentin, op. cit.*, p. 15-29.

<sup>6</sup> François Louis Cloarec (1880-1963) fut maître d'études au collège de Saint-Pol-de-Léon puis vicaire dans le Finistère et termina recteur de Pouldergat. Le père Corentin aura également deux nièces religieuses : Virginie Marie-Françoise, née en 1924 et Anne-Marie Joséphine, née en 1926.

<sup>7</sup> Courrier de l'abbé Le Grand, 25 avril 1921, Archives de la province de France et de Belgique francophone (désormais APFB), 3 J 13.

<sup>8</sup> Courrier de l'abbé Jean Marie Cloarec, 20 avril 1921, APFB 3 J 13. Il datait cette vocation de 1912 (« questionnaire de postulation dans l'ordre des Frères mineurs », 12 avril 1921, APFB, 3 J 13).

<sup>9</sup> Le Léon et quelques autres parties de la Bretagne, sont alors des « pépinières missionnaires » avec des taux qui avoisinent un missionnaire pour 250 habitants. Georges MINOIS, *Nouvelle histoire de la Bretagne*, Paris, Fayard, 1992, p. 755.

<sup>10</sup> Courrier au ministre général de l'ordre des Frères mineurs, aux bons soins du ministre provincial, 19 mars 1927, APFB 3 J 13. Déjà, dans son questionnaire d'admission, il avait écrit : « missions, surtout à l'étranger, auxquelles j'ai toujours aspiré » (« questionnaire », ms. cit.). En 1927, il souhaitera rejoindre le vicariat du Chan-tong oriental en Chine, ce qui ne lui sera pas accordé (le Maroc est alors privilégié par les autorités provinciales au détriment de la Chine). La même année, il fera partie des frères mineurs qui accueillent à Fontenay-sous-Bois le premier évêque japonais, Mgr Hayasaka. Voir la photo de cette rencontre, dans B. WARUSFEL (dir.), *Le père Corentin, op. cit.*, p. 48.

<sup>11</sup> Sermon du 18 avril 1937, reproduit en annexe dans *Ibid.*, p. 227-234.

marchands de toile qui y firent fortune pendant près de deux siècles, contribuant fortement à la relative richesse de cette région<sup>12</sup>. Son arrière-grand-père, François Christophe Cloarec, né aux environs de 1790 s'était révélé un brillant entrepreneur et était rentré dans cette corporation encore prospère, bien que le déclin des *Juloded* commençât à cette même époque avec les guerres napoléoniennes qui leur coupèrent les portes du commerce des toiles de lin avec les colonies espagnoles<sup>13</sup>. Certes, deux générations et quarante ans plus tard, les parents de Jean Marie Cloarec ont reperdu une large part de la prospérité de leur aïeul<sup>14</sup>, mais leur fils sera envoyé pour ses études secondaires dans l'une des institutions religieuses d'éducation les plus prisées du nord de la Bretagne, le collège de Saint-Pol-de-Léon<sup>15</sup>, avant d'entrer au grand séminaire de Quimper en 1913.

En décidant, au sortir de ses études secondaires, d'embrasser la carrière sacerdotale, Jean Marie Cloarec ne suit donc pas seulement un appel personnel, il s'engage également dans une voie assez fréquemment suivie par de jeunes Bretons du Léon sortant des collèges et issus des familles de *Julods*. L'entrée dans les ordres puis l'accession, pour les meilleurs d'entre eux, au poste convoité de « recteur » sont en effet un moyen de progression sociale assez caractéristique de l'époque<sup>16</sup> et que Siegfried faisait bien ressortir lorsqu'il écrivait de manière expressive que, dans cette région, lorsque « l'enfant, l'adolescent d'hier revient comme prêtre en visite au foyer, ce n'est plus en fils ou en frère, c'est en supérieur, et nul ne songe plus à le traiter avec familiarité : il a sa chambre spéciale et fréquemment sa table séparée où ses parents eux-mêmes viennent le servir ; le sacerdoce l'a revêtu d'un caractère sacré »<sup>17</sup>.

<sup>12</sup> Voir Louis ÉLÉGOËT, *Les Juloded. Grandeur et décadence d'une caste paysanne en Basse-Bretagne*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1996. J. ROHOU décrit le Haut-Léon comme « principale richesse de la région pendant des siècles ». *Fils de ploucs, op. cit.*, t. 1, p. 83.

<sup>13</sup> À son décès en 1853, il possède 34 hectares 59 ares soit plus de trois fois la taille moyenne d'une exploitation agricole dans le Finistère de l'époque (la dot de sa fille, ainsi que son cens électoral sont cités dans L. ÉLÉGOËT, *Les Juloded, op. cit.*, p. 101 et p. 103).

<sup>14</sup> En 1894, ses parents sont toujours propriétaires et exploitants agricoles, mais avec 9 hectares 64 ares, ce qui correspond à la moyenne des propriétés agricoles de la région à l'époque.

<sup>15</sup> Sur ce collège et celui de Lesneven, voir Alain BRÉLIVET, *La formation chrétienne dans les grands collèges catholiques (Bretagne, 1920-1940)*, Paris, L'Harmattan, 2001. À Saint-Pol-de-Léon, le rôle emblématique de l'institution est renforcé par sa chapelle et son célèbre clocher (considéré comme le plus haut de Bretagne) antérieurs à la création du collège mais repris au XIX<sup>e</sup> siècle : lors du 100<sup>e</sup> anniversaire en 2011, la chorale des élèves chanta « Chacun de nous restera fier d'avoir grandi près du Kreisker ».

<sup>16</sup> Voir notamment Joël CORNETTE, *Histoire de la Bretagne et des Bretons*, t. 2, Paris, Seuil, 2005, p. 268-269 ; également, L. ÉLÉGOËT, *Les Juloded, op. cit.*, p. 129 à 131.

<sup>17</sup> A. SIEGFRIED, *Tableau politique, op. cit.*, p. 252. S'agissant du jeune prêtre Corentin Cloarec, on sait par exemple que pour assister à sa première messe dans l'église de Saint-Sauveur, l'un des membres de sa famille est revenu « tout exprès de l'Afrique » (*Fratres in Unum*, 2 septembre 1925, 6, p. 23).

Cependant son entrée au séminaire se fait dans un climat alourdi par les tensions qui ont suivi l'adoption de la loi de 1901 sur les associations puis de 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État et qui furent particulièrement vives en Bretagne<sup>18</sup>. Jean Marie Cloarec avait déjà vécu la fermeture de son collège de Saint-Pol-de-Léon le 31 décembre 1910 (suite de l'interdiction faite aux congrégations de poursuivre les activités d'enseignement) puis sa réouverture dans un nouveau bâtiment sous le nom de Notre-Dame-du-Kreisker dès janvier 1911<sup>19</sup>. Quand il arrive au grand séminaire en septembre 1913, celui-ci a aussi abandonné son bâtiment de Kerfeunteun, devenu la caserne du 118<sup>e</sup> régiment d'infanterie après l'expulsion des séminaristes en 1907, et c'est dans un emplacement plus modeste que le jeune séminariste commence ses études de philosophie et de théologie. Ce contexte de guerre scolaire et religieuse pèse certainement sur lui et va sans doute renforcer sa détermination d'être un témoin de l'Église et un missionnaire.

Dans ces mêmes institutions, il rencontre un catholicisme social que l'encyclique *Rerum Novarum* de 1891 a encouragé et qui s'est notamment développé en Bretagne. Après avoir connu au collège de Saint-Pol-de-Léon une conférence Saint-Vincent de Paul<sup>20</sup>, il a comme professeur de philosophie, le père Joseph Tanguy<sup>21</sup>, proche du Sillon (un « Sillon de Bretagne » existe entre 1898 et 1910<sup>22</sup>).

---

<sup>18</sup> Sur la problématique générale, voir Patrick CABANEL et Jean-Dominique DURAND (dir.), *Le grand exil des Congrégations françaises, 1901-1914*, Paris, Le Cerf, 2005. S'agissant de la Bretagne, G. MINOIS écrit qu'en « mars-avril 1906, on se bat un peu partout devant les églises bretonnes, dont les fidèles interdisent l'accès aux agents de l'État venus faire les inventaires » (Georges MINOIS, *Histoire religieuse de la Bretagne*, Paris, Éditions J.-P. Gisserot, 1991, p. 105).

<sup>19</sup> Voir les informations communiquées à l'occasion du 100<sup>e</sup> anniversaire de cette refondation, notamment, *Le Télégramme de Brest* du 2 avril 2011.

<sup>20</sup> Sa présence avant la guerre de 1914 est attestée dans A. BRÉLIVET, *La Formation chrétienne*, *op. cit.*, p. 60. Au grand séminaire, une conférence des œuvres, créée par l'abbé Treussier et influencée par le Sillon, existait jusqu'en 1908. Voir Marie-Thérèse CLOÛTRE, « "Séminaristes sociaux", "Séminaristes démocrates" : Le Cours ou la Conférence des Œuvres au grand séminaire de Quimper, 1885-1908 », in *Revue d'histoire de l'Église de France*, 78, 1992, p. 287.

<sup>21</sup> Coïncidence ou filiation, l'abbé Tanguy, devenu recteur à Pont-Aven s'engagera plus tard dans la Résistance et mourra en déportation – tout comme un autre de ses vicaires – après avoir caché des aviateurs alliés.

<sup>22</sup> Des coopératives inspirées par le Sillon se sont notamment développées en Bretagne. Voir G. MINOIS, *Histoire religieuse*, *op. cit.*, p. 108 ; également, Pierre PIERRARD, *Les laïcs dans l'Église de France: XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Éditions de l'Atelier, 1988, p. 138 ; Vincent ROGARD, « Les coopératives sillonnistes : une étape vers un sillonnisme intégral », in *Le Sillon de Marc Sangnier et la démocratie sociale. Actes du colloque des 18 et 19 mars 2004*, Besançon, Presses Universitaires de Franche-Comté, 2006, p. 47-48.

Mais à ces années de formation va s'ajouter une expérience qui sera aussi importante que traumatique, lorsqu'à vingt ans, après une année de séminaire, Jean Marie Cloarec est appelé sous les drapeaux à l'automne 1914<sup>23</sup>.

### *Une vocation à l'épreuve de la Grande Guerre*

L'impact de la Grande Guerre en Bretagne a été très souvent souligné, à la fois pour mettre en lumière le très lourd tribut que les Bretons vont payer à cette occasion, mais aussi parce que le premier conflit mondial contribuera à rapprocher la région – jusqu'alors excentrée – du reste de la communauté nationale.

Si le mémorial construit en 1922 à l'intérieur du sanctuaire de Sainte-Anne d'Auray (Morbihan) affichera le chiffre très surévalué de 240 000 morts ou disparus<sup>24</sup>, c'est bien entre 120 000 et 150 000 Bretons qui payèrent le prix du sang<sup>25</sup>.

Mais cette très importante contribution aux pertes subies durant le conflit fut interprétée comme ayant « paradoxalement renforcé les liens de la Bretagne avec la "nation France" »<sup>26</sup>. Pour Georges Minois, ce fut le début de « l'intégration par le sang et les larmes »<sup>27</sup>. Quant à l'évêque de Quimper et Léon, Mgr Duparc, dont dépendait le séminariste Cloarec, il n'hésita pas, lors de l'inauguration du mémorial, à voir dans les soldats bretons tués au front « les témoins de l'union cordiale et complète de la Bretagne et de la France »<sup>28</sup>.

Le parcours du caporal Cloarec s'inscrit bien dans cette double perspective. Depuis la loi du 15 juillet 1889 dite des « curés sac au dos », les séminaristes et les prêtres n'étaient plus dispensés du service militaire actif<sup>29</sup>.

<sup>23</sup> Le père Teilhard de Chardin (de 13 ans plus âgé que Jean Marie Cloarec) écrivit que « pour nous, prêtres soldats, la guerre fut un baptême dans le réel ». Pierre TEILHARD DE CHARDIN, *Genèse d'une pensée. Lettres (1914-1919)*, Paris, Grasset, 1961, p. 37.

<sup>24</sup> Sur l'historique de ce monument emblématique de la mémoire bretonne de l'entre-deux-guerres, voir Frédéric LE MOIGNE, « Le mémorial régional de la Grande Guerre à Sainte-Anne d'Auray », *Annales de Bretagne et des Pays de l'Ouest*, 113, n° 4, 2006, p. 49-76 (accessible à l'adresse <http://abpo.revues.org/536>).

<sup>25</sup> G. MINOIS parle de 120 000 disparus, dont 30 000 Finistériens (G. MINOIS, *Nouvelle histoire de la Bretagne, op. cit.*, p. 739) tandis que Joël CORNETTE évoque celui de 150 000, indiquant que la mortalité bretonne (22 % des mobilisés) excède donc largement la moyenne nationale comprise entre 16 et 17 %. J. CORNETTE, *Histoire de la Bretagne et des Bretons, op. cit.*, t. 2, p. 418. Un décompte plus récent effectué à partir de la base Mémoire des hommes du ministère de la Défense (<http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr>), donne pour sa part 130 000 morts.

<sup>26</sup> J. CORNETTE, *Histoire de la Bretagne et des Bretons, op. cit.*, t. 2, p. 422.

<sup>27</sup> G. MINOIS, *Nouvelle histoire de la Bretagne, op. cit.*, p. 737.

<sup>28</sup> Cité par Yvon TRANVOUEZ, « Les catholiques et la question bretonne (1940-1944) », in *Bretagne et identités régionales pendant la Seconde Guerre Mondiale*, Centre de Recherche Bretonne et Celtique, Université de Bretagne Occidentale, Brest, 2002, p. 291.

<sup>29</sup> Voir Xavier BONIFACE, « Immunités ecclésiastiques et dispense de service militaire au

Il est donc mobilisé en septembre 1914 au 118<sup>e</sup> régiment d'infanterie de ligne de Quimper, qui va être un des régiments bretons les plus exposés de la guerre, puisqu'il comptera 2 991 tués ou disparus pendant tout le conflit, soit l'équivalent de son effectif complet<sup>30</sup>. Si l'on prend par ailleurs les douze séminaristes entrés avec lui au séminaire en octobre 1913, on constate que trois vont mourir au front<sup>31</sup>, deux vont refuser de reprendre leur formation sacerdotale en 1918 et que deux (dont Jean Marie Cloarec) quitteront le clergé séculier pour s'engager dans la vie religieuse<sup>32</sup>. Au total, moins de la moitié de ces séminaristes mobilisés termineront normalement leur formation sacerdotale à Quimper, ce qui – au-delà des seules pertes humaines – montre bien le choc personnel et moral de cette génération au retour des tranchées<sup>33</sup>.

Pour le futur père Corentin, comme pour de nombreux séminaristes, il n'y a aucune affectation particulière (comme brancardier ou infirmier<sup>34</sup>) et il doit porter les armes. Il va même être affecté en mars 1915 comme caporal mitrailleur<sup>35</sup>, ce qui constitue un poste de combat puisque les mitrailleuses – qui font massivement leur entrée sur le champ de bataille à cette occasion – deviennent dans ce conflit une arme particulièrement meurtrière. Le caporal a la responsabilité de « chef de pièce » en charge de diriger le tireur et les trois hommes chargés de l'approvisionner en munitions. Sans connaître le sentiment précis du jeune séminariste, on peut lire ce qu'écrivait un autre religieux finistérien, son homonyme Fidèle Cloarec (mais sans lien de parenté), père franciscain de dix ans son aîné qui était rentré du Canada pour être mobilisé à Brest et qui n'avait pas réussi à se faire affecter dans le service auxiliaire :

---

XIX<sup>e</sup> siècle », in *Servir Dieu en temps de guerre. Guerre et clergés à l'époque contemporaine (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècles)*, dir. S. BLENNER-MICHEL et J. LALOUETTE, Paris, Armand Colin, 2013, p. 121-131.

<sup>30</sup> Ce chiffre est le plus élevé de ceux des différents régiments réunis par Jean-Pierre SOUDAGNE, dans son ouvrage *Les Bretons dans la guerre de 14-18*, Rennes, Éditions Ouest-France, 2006, p. 121. Le livre d'or du clergé breton écrira à son sujet : « Mai 1916 : Le 118<sup>e</sup> a eu, comme toujours, le plus mauvais coin du secteur, devant Verdun ». Abbé G. PONDAVEN, *Diocèse de Quimper et de Léon. Le Livre d'or du clergé pendant la guerre (1914-1919)*, Quimper, Éditions de Kerangal, 1919, p. 94.

<sup>31</sup> Après la victoire, le diocèse de Quimper comptabilisa un total de 100 prêtres et séminaristes tués au front (*Ibid.*, p. 15).

<sup>32</sup> Recensement à partir des mentions portées sur le registre des entrées au grand séminaire en seconde année de philosophie pour l'année 1913, Archives diocésaines de Quimper.

<sup>33</sup> G. MINOIS parle justement d'un « ébranlement psychologique ... capital », dans sa *Nouvelle histoire de la Bretagne, op. cit.*, p. 739.

<sup>34</sup> Sur l'affectation de prêtres dans le service de santé, voir notamment Bernard MARC, « Les soutanes sous la mitraille. Les prêtres dans le service de santé pendant la première guerre mondiale. Soutien et critiques selon la presse de l'époque », in *Histoire des sciences médicales*, t. XXXVII, n° 2, 2003, p. 171-180.

<sup>35</sup> Fiche matriculaire et d'affectation militaire de Jean Marie Cloarec (Archives départementales du Finistère, n° de matricule 1578) ; fiche manuscrite intitulée « Jean Cloarec » résumant ses services militaires durant le conflit (APFB, 3 J 13).

« Qu'elle est rude cette épreuve de la guerre ! J'en ai pris mon parti. Dans mon service je mets la meilleure volonté, mes gradés l'ont reconnu. Je me suis familiarisé peu à peu avec l'idée de partir comme combattant, bien que le fusil soit pour mes épaules de prêtre une croix bien lourde. »<sup>36</sup>

L'engagement en première ligne du caporal Cloarec lui vaut une blessure assez sérieuse le 25 septembre 1915 en Champagne à Perthes-les-Hurlus<sup>37</sup>, le premier jour d'une vaste opération offensive lancée par Joffre<sup>38</sup>. Atteint par un éclat d'obus au bras gauche, il passe alors près de cinq mois à l'arrière avant de revenir au front en février 1916 en pleine bataille de Verdun.

Son régiment, engagé avec d'autres pour arrêter l'avance allemande après la chute du fort de Douaumont, est très durement attaqué le 17 avril 1916 et trois de ses compagnies sont encerclées et faites prisonnières après avoir tenu leur position et subi des pertes d'environ 60 % de leur effectif<sup>39</sup>. Jean Marie Cloarec fait partie de ces prisonniers. Commence alors une longue période de captivité en Allemagne.

Cette captivité de près de deux ans et demi va être particulièrement marquée par sa participation à un séminaire que les autorités allemandes ont ouvert en juin 1916 au camp de Rennbahn à proximité de Münster, puis qui sera recréé en 1918 à Limbourg<sup>40</sup>.

---

<sup>36</sup> Courrier de Fidèle Cloarec du 15 décembre 1914 (archives franciscaines de Montréal, B 31.4/13, n° 20). Ce franciscain décèdera le 26 avril 1915, en allant rendre les derniers devoirs à son lieutenant (fiche de décès de Thomas-Auguste Cloarec, base Mémoire des hommes) ; également *Semaine religieuse de Quimper et Léon*, 2 juillet 1915, p. 452. Sur Fidèle Cloarec, qui avait été envoyé par la province Saint-Pierre pour travailler au collège Saint-Bonaventure de Quaracchi (Florence), voir aussi *Il Collegio San Bonaventura di Quaracchi. Volume commemorativo del centenario della fondazione (1877-1977)*, Grottaferrata (Roma), 1977, p. 27-28, 106-107, 113, 155, 230.

<sup>37</sup> Fiche matriculaire précitée. Perthe-les-Hurlus est l'un des villages détruits qui ne furent pas reconstruits à la fin de la guerre. Son emplacement se situe à l'intérieur de l'actuel camp militaire de Suippes.

<sup>38</sup> Les combats de cette journée furent si violents pour les régiments bretons engagés que plusieurs séminaristes de Quimper en furent victimes. Ainsi mourut à Tahure (commune limitrophe de Perthes-les-Hurlus) le 26 septembre, Auguste Georgelin du 64<sup>e</sup> RI, entré en 1913 en même temps que Jean Marie Cloarec (fiche de décès Georgelin, base Mémoire des hommes) tandis que deux autres séminaristes de Quimper avaient été blessés le 25 septembre lors de la même offensive. Voir *Semaine religieuse de Quimper et Léon*, 1915, p. 763.

<sup>39</sup> Voir à la date du 17 avril 1916, le *Journal de marche* du 118<sup>e</sup> RI ([www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr](http://www.memoiredeshommes.sga.defense.gouv.fr)).

<sup>40</sup> L'histoire de ce séminaire au camp de Rennbahn (Münster II) a été notamment racontée par le prêtre français qui en fut le directeur (Henri-Joseph ROCHEREAU, *Le séminaire Notre Dame de la Merci, à Münster et Limbourg, histoire d'un séminaire de prisonniers français en captivité pendant la guerre 1914-1918*, Paris, Téqui, 1919) ainsi que par l'un des professeurs qui y enseigna (Auguste LIMAGNE, *Un Séminaire français en Allemagne, souvenirs de captivité*, Paris, P. Lethielleux, 1918). Il est également évoqué dans le livre de souvenirs d'un prisonnier belge de ce camp : Jean DESFLANDRES, *Rennbahn. Trente-deux mois de captivité en Allemagne (1914-1917)*, Paris, Plon, 1920, p. 326-332.

Arrivé le 8 juin 1916 à Rennbahn, Jean Marie Cloarec suit les cours de ce premier « séminaire des barbelés »<sup>41</sup> pendant une année entière (jusqu'à sa suppression en juin 1917 après des tentatives d'évasion)<sup>42</sup>. Déplacé ensuite dans le camp de Minden, toujours en Westphalie (où il passe sept mois) il arrive finalement à celui de Limbourg au moment exact où rouvre en février 1918, à la demande du Vatican, un séminaire dans ce nouveau camp<sup>43</sup>.

Ce temps d'études (de plus d'une année et demie en ce qui concerne Jean Marie Cloarec) en captivité va permettre à ces jeunes séminaristes de connaître un brassage humain important (puisque les 145 séminaristes qui y travaillèrent provenaient de presque tous les diocèses de France ainsi que de différents ordres religieux) et d'enrichir leur culture théologique et religieuse, que ce soit à travers un ensemble de conférences assez variées<sup>44</sup> mais aussi en raison de la diversité et de la valeur des professeurs qui convergèrent vers Rennbahn puis Limbourg pour y enseigner les principales matières nécessaires à un séminaire de plein exercice<sup>45</sup>.

Parmi ces professeurs que le futur père Corentin trouve à son arrivée au camp, il y a en particulier un frère mineur, le père Léon-Pascal Leveugle, ancien maître des novices de la province de France au Canada, qui était rentré en France à la mobilisation et qui avait été fait prisonnier au siège de Maubeuge au début du mois de septembre 1914. Au séminaire, il donne des cours et des répétitions particulières de théologie morale et prêche différentes retraites<sup>46</sup>. Même s'il va quitter le camp en septembre 1916, ce qui n'aura

---

<sup>41</sup> Au risque d'un anachronisme, nous reprenons la dénomination utilisée plus tard pour désigner le séminaire que le père Franz Stock créa pour les prisonniers allemands dans le camp du Coudray près de Chartres de 1945 à 1947. On ne sait si l'expérience de Rennbahn comporta dans la mise en place de ce séminaire, mais on note que l'abbé Stock fut reçu à déjeuner en 1945 au couvent franciscain de Paris (témoignage oral du père Jacques-Guy Bougerol, Service historique de la défense, mémoire orale n° 770, 19 novembre 1996, bande 2 / face 2). Notons encore qu'en 1941, les Allemands avaient déjà repris la formule et autorisé au sein du Stalag de Stablak un séminaire dans lequel étaient regroupés des séminaristes français prisonniers. Voir Hélène DE COURRÈGES, « Séminaristes en captivité, l'épopée peu connue du "Séminaire" du stalag I A », in *Histoire, peuple et droit. Mélanges offerts au professeur Jacques Bouveresse*, Rouen, Presses Universitaires de Rouen et du Havre, 2014, p. 239-244.

<sup>42</sup> Outre la mention dans le questionnaire qu'il rédige en 1921 de son année d'études dans le ressort du « diocèse de Münster », le nom de Jean Cloarec fait partie de la liste des séminaristes publiée en annexe de P. ROCHEREAU, *Le séminaire Notre Dame de la Merci*, op. cit., p. 186.

<sup>43</sup> Sur les différents camps où fut détenu Jean Marie Cloarec et notamment sa présence dans celui de Limbourg durant les neuf derniers mois de sa captivité, voir la fiche précitée « Jean Cloarec » (APFB, 3 J 13). En revanche, il n'a mentionné dans le questionnaire de 1921 que la période qu'il a passée à Rennbahn.

<sup>44</sup> H.-J. ROCHEREAU, *Le séminaire Notre Dame de la Merci*, op. cit., p. 62.

<sup>45</sup> Jean Desflandres affirme que « beaucoup de ces jeunes firent de sérieux progrès » (J. DESFLANDRES, *Rennbahn*, op. cit., p. 327).

<sup>46</sup> Notamment H.-J. ROCHEREAU, *Le séminaire Notre Dame de la Merci*, op. cit., p. 59 et p. 63.

permis à Jean Marie Cloarec de le connaître que pendant moins de quatre mois, il est vraisemblable que cette rencontre a été forte, tant les témoins du moment ont insisté sur l'impact du père Leveugle sur les séminaristes<sup>47</sup>.

Ce premier contact avec le franciscanisme est complété par l'arrivée dans le camp de plusieurs séminaristes franciscains ou proches de la famille franciscaine<sup>48</sup>. L'un d'entre eux retient plus particulièrement l'attention, le frère Paul Bonnel. Arrivé au camp le 1<sup>er</sup> juin 1917, juste à temps pour suivre les derniers cours avant la fermeture brutale du séminaire, il va suivre ensuite les cours du nouveau séminaire Notre Dame de la Merci du Limbourg<sup>49</sup>. C'est donc vraisemblablement pendant dix-huit mois que Jean Marie Cloarec et lui vont vivre côte à côte ou étudier ensemble. Les deux autres noms cités par Rochereau concernent, en réalité, des jeunes qui ne feront profession chez les franciscains qu'après la fin de la guerre, et qui entreront dans l'ordre des Frères mineurs, l'un dans la province de Belgique (sous le nom de frère René Cherry) et l'autre dans la province Saint-Denis (le frère Corentin Le Grand, qui en sera provincial de 1948 à 1951<sup>50</sup>).

Mais Jean Marie Cloarec va se lier d'amitié avec un autre séminariste diocésain qui fera aussi profession chez les frères mineurs de la province Saint-Pierre en 1920 et sera ordonné prêtre franciscain en 1922. Henri Evrard, devenu le père Marcel Evrard, sera présent en 1925 à la première messe de « son frère bien-aimé » dans l'église de Saint-Sauveur pour témoigner de la complicité et du profond partage qui l'a uni au nouveau père Corentin durant cette captivité, évoquant le souvenir de « ces deux amis du camp de Münster qui, la main dans la main, s'en allaient, sous la nuit calme, s'ouvrant leur cœur et parlant de leurs rêves d'avenir »<sup>51</sup>.

---

<sup>47</sup> « Silhouette austère, visage fin emprunt de gravité, extérieur aimable, parole apostolique et habit franciscain qu'il revêtait de temps à autre... tout concourait à le rendre populaire » dit de lui le père Rochereau (*Ibid.*, p. 22) pendant que Desflandres l'évoque ainsi : « Un père franciscain était le chef spirituel de la paroisse. D'un visage austère, mesuré dans ses gestes et lent dans son parler, il inspirait au premier contact un respect mêlé de crainte. (...) Il parlait avec l'ardeur impétueuse d'une passion longtemps contenue et déchaînée soudain, et tout vibrait au choc de sa parole. Sa tendresse même devenait plus âpre, et la promesse des félicités célestes détendait à peine les plis amers de sa bouche; il savait comment on pénètre dans les âmes fermées. Elles ne lui résistèrent pas toujours » (J. DESFLANDRES, *Rennbahn, op. cit.*, p. 342-343).

<sup>48</sup> Les noms sont indiqués en annexe de H.-J. ROCHEREAU, *Le séminaire Notre Dame de la Merci, op. cit.*, p. 188.

<sup>49</sup> Le certificat du séminaire du Limbourg délivré au frère Paul Bonnel atteste de sa présence au séminaire de Rennbahn du 1<sup>er</sup> juin 1917 au 17 juin 1917 puis à Limbourg à dater du 7 février 1918 (APFB, dossiers personnels 3 J 7).

<sup>50</sup> Jean-Louis PAUMIER, *Frères du large. Histoire de la province franciscaine Saint-Denis, Rennes, 1889/1996*, Nantes, Atelier Sainte-Claire, 1996, p. 44.

<sup>51</sup> *Fratres in Unum*, 2 septembre 1925, 6, p. 23.

Ces rencontres derrière les barbelés avec plusieurs franciscains ou futurs frères mineurs ne sont certainement pas anecdotiques dans la biographie du père Corentin. Le père Marcel Evrard l'accueillera lors de son premier poste au petit séminaire de Fontenay-sous-Bois. S'agissant des pères Bonnel et Leveugle, ces deux religieux vont accompagner toute la vie sacerdotale du père Cloarec, à tel point qu'à sa mort en 1944, il siège au définitoire provincial auprès de Léon-Pascal Leveugle, alors ministre provincial tout en assumant la fonction de vicaire auprès de Paul Bonnel, gardien du couvent de Paris. De plus, ils appartiennent tous trois à la province Saint-Pierre de Paris que va finalement rejoindre Jean Marie Cloarec après la guerre, alors qu'il aurait aussi pu entrer dans la province Saint-Denis bien implantée dans l'Ouest, comme le fit le frère Le Grand, originaire de Quimper<sup>52</sup>.

On peut donc faire l'hypothèse que cette rencontre personnelle a sans doute été – en plein conflit et dans le désarroi qui devait étreindre le jeune Cloarec comme la plupart des prisonniers – un moment marquant et sans doute déterminant dans le choix qu'il va faire quelques années plus tard de rejoindre les frères mineurs franciscains de la province de Paris.

Mais si la rencontre avec les franciscains est sans doute à mettre au crédit de ces années en Allemagne, on peut penser qu'en revanche la captivité va demeurer pour lui un souvenir douloureux qui marquera durablement son ministère. On note en effet qu'à deux moments-clés de sa vie, il va manifester une attention particulière à la situation de captivité, que l'on peut penser en relation avec celle subie dans sa prime jeunesse. En 1925 il choisit pour illustrer son image d'ordination la phrase d'Isaïe reprise dans l'Évangile de Saint Luc et qui se termine par l'envoi à « prêcher aux captifs la liberté »<sup>53</sup>. Quinze ans plus tard, c'est encore aux frères captifs qu'il pensera en premier lorsqu'en octobre 1940, revenu à Paris après avoir lui-même échappé à une nouvelle captivité, il ouvrira la première réunion du discrétore de sa fraternité Saint-Louis dans le Paris de l'Occupation<sup>54</sup>.

Mais comme beaucoup d'autres soldats<sup>55</sup>, c'est peut-être de la guerre et de la captivité que le séminariste Jean Marie Cloarec rapportera un

---

<sup>52</sup> Sur la province Saint-Denis au début du xx<sup>e</sup> siècle, voir J.-L. PAUMIER, *Frères du large*, op. cit.

<sup>53</sup> « Le Seigneur m'a envoyé annoncer la Bonne Nouvelle aux pauvres, guérir ceux qui ont le cœur brisé, prêcher aux captifs la liberté (St Luc IV.18) ». Mention au dos de l'image éditée en souvenir de son ordination du 2 juillet 1925 (APFB, 3 J 13).

<sup>54</sup> « Plusieurs de nos frères sont prisonniers ou éloignés de nous sans pouvoir correspondre avec nous » (réunion du discrétore de la fraternité Saint-Louis, 20 octobre 1940, p. 150, APFB).

<sup>55</sup> Sébastien VOGT, *La dévotion des combattants à la « petite Sœur » Thérèse de Lisieux pendant la Première Guerre mondiale*, Mémoire de Master 2, Université de Strasbourg, 2012, consultable en ligne : [http://www.archives-carmel-lisieux.fr/carmel/images/tous\\_les\\_pdf/Vogt\\_MEMOIRE\\_sur\\_courrier\\_1914-18.pdf](http://www.archives-carmel-lisieux.fr/carmel/images/tous_les_pdf/Vogt_MEMOIRE_sur_courrier_1914-18.pdf).

fort attachement pour la personne et la spiritualité de Thérèse de Lisieux<sup>56</sup>. Cet attachement le suivra durant toute sa vie de prêtre et de franciscain<sup>57</sup>.

À court terme cependant, le passage par les camps allemands ne va pas détourner le séminariste Cloarec de reprendre dès 1919 le chemin du séminaire de Quimper où il va suivre encore deux années d'études de théologie jusqu'en juillet 1921, date de son dernier examen. La guerre ne lui a pas donné beaucoup plus de goût pour les travaux intellectuels et ses résultats vont être encore assez médiocres<sup>58</sup>, ce qui lui vaudra d'être décrit à son départ de Quimper comme n'étant « pas une intelligence supérieure, mais [...] pas, non plus, dépourvu de moyens »<sup>59</sup> ou encore comme n'étant « pas très doué quand il s'agit d'études abstraites »<sup>60</sup>.

Pour autant, c'est un portrait très positif que dressent ses supérieurs de Quimper au moment où le clerc minoré Cloarec s'appête en 1921 à quitter le clergé de son Finistère natal pour rentrer chez les frères mineurs parisiens : « C'est un excellent séminariste que je regrette » écrit le supérieur du séminaire, qui loue les « bons exemples qu'il a toujours su donner à ses confrères »<sup>61</sup>. Le principal intéressé préfère, quant à lui, se décrire d'une manière plus prudente en décrivant son caractère comme « plutôt actif, mais sans grande initiative personnelle »<sup>62</sup>.

À vingt-sept ans, c'est donc riche de sa tradition familiale, de ses premières années de formation et certainement transformé par la terrible épreuve de la Grande Guerre que le frère Corentin Marie Cloarec rejoint le noviciat franciscain d'Amiens.

---

<sup>56</sup> En 1929, il demandera au ministre provincial de pouvoir aller faire sa retraite annuelle à Lisieux « auprès de Ste Thérèse de l'Enfant Jésus » (Lettre du 12 avril 1929, APFB, 3 J 13).

<sup>57</sup> Son camarade le père Stéphane-Joseph Piat (entré au noviciat et ordonné les mêmes années que lui) fera beaucoup pour faire connaître la « petite voie » thérésienne au sein de la famille franciscaine, notamment pendant la Seconde Guerre mondiale (voir son ouvrage, que le P. Corentin a nécessairement lu : S.-J. PIAT, *Deux âmes d'Évangile : François d'Assise, Thérèse de Lisieux*, Éditions franciscaines, 1943). En juin 1944, la veille de sa mort, le père Corentin terminera sa dernière récollection en chantant avec les femmes de sa fraternité un texte de Thérèse de Lisieux, « Mon chant d'aujourd'hui » (cahier de la fraternité de l'Ave Maria, à la date du 27 juin 1944, ms. du fonds des franciscains conservé à la Bibliothèque franciscaine des capucins de Paris).

<sup>58</sup> Les notes de ses examens de 1914, 1920 et 1921 oscillent entre « sufficenter », « vix sufficenter » et « vix mediocriter » (registres du grand séminaire, Archives diocésaines, Quimper).

<sup>59</sup> Courrier du père Messenger, vicaire général, supérieur du séminaire, 26 avril 1921 (APFB, 3 J 13).

<sup>60</sup> Courrier de l'abbé Le Grand, du 25 avril 1921 (APFB, 3 J 13).

<sup>61</sup> Courrier du P. Messenger du 26 avril 1921 (APFB, 3 J 13).

<sup>62</sup> Questionnaire de 1921 (APFB, 3 J 13).

### **Impliqué dans la restauration de l'Ordre**

Sa demande d'entrée chez les frères mineurs est l'occasion d'exprimer son choix d'entrer dans la famille franciscaine. S'il n'évoque pas les rencontres avec les frères faites à Rennbahn ni l'impact que ses années de guerre auraient pu avoir sur sa décision, il insiste en revanche sur le fait qu'à ses yeux, l'engagement franciscain relève d'une exigence supérieure à celle qu'implique l'entrée dans le clergé séculier.

Les mots qu'il emploie sont forts. Il parle d'une « si haute vocation » dont il se sent « indigne », de « l'état de perfection de la vie religieuse » et plus particulièrement de ce que « la vie à la suite du séraphique père est le tombeau de tout ce qui peut retenir à la terre » et c'est précisément pour cela que « je veux m'y ensevelir avec tout ce qui me sépare de l'Amour du Crucifié »<sup>63</sup>.

Dans le même esprit, il résume dans sa réponse au questionnaire de postulation, qu'il choisit la vie franciscaine « parce qu'elle flagelle l'humain, offre des moyens solides d'une vraie vie intérieure, montre la sainteté, seule condition de la fécondité de la parole divine dans les âmes »<sup>64</sup>. Cette façon de présenter l'engagement franciscain comme une vocation d'élite est sans doute assez courante à l'époque et peut résulter d'une certaine compétition entre le clergé séculier et les congrégations religieuses pour attirer les candidats. Mais elle peut aussi témoigner d'une exigence spirituelle plus forte qu'aurait ressentie le jeune séminariste après avoir été confronté à l'abîme de la guerre et de la captivité.

### ***Des responsabilités dans l'encadrement des nouveaux couvents***

Arrivé à Amiens, Jean Marie Cloarec prend l'habit franciscain le 8 septembre 1921 et devient le frère Corentin, du nom du grand saint breton auquel est également consacrée la cathédrale de Quimper<sup>65</sup>. Il va passer deux années et demie dans ce noviciat, créé par les franciscains en 1852 mais qui vient de ré-ouvrir l'année précédente (septembre 1920), après avoir été confisqué en 1903<sup>66</sup>.

---

<sup>63</sup> Courrier du 20 avril 1921, cité plus haut (APFB, 3 J 13).

<sup>64</sup> Questionnaire de 1921 (APFB, 3 J 13).

<sup>65</sup> Même s'il sera rapidement connu dans l'Ordre sous le seul nom du père Corentin Cloarec, il commence toutefois par utiliser le double prénom de « Corentin Marie » sous lequel il est notamment identifié sur son image d'ordination en 1925 (image précitée). Le prénom de la Vierge étant presque systématique comme second prénom chez les hommes de la famille Cloarec, on peut penser qu'outre une dévotion mariale, la fidélité familiale pourrait avoir joué un rôle dans ce choix initial.

<sup>66</sup> Damien VORREUX, *Cent ans d'histoire franciscaine (1892-1992). La province Saint-Pierre de France*, Paris, Éditions franciscaines, 1992, p. 12 et 43.

Dès cette première étape de sa nouvelle vie franciscaine, Corentin Cloarec est donc confronté à une réalité qui va le suivre dans toutes ses étapes, celle de la réinstallation en France des frères mineurs avec les différentes créations de couvents qui vont en découler.

C'est ainsi que le petit séminaire de Fontenay-sous-Bois où il fait son entrée, à sa sortie du noviciat d'Amiens vient tout juste d'être créé en octobre 1923<sup>67</sup>. Le scolasticat de Mons-en-Barœul où il arrive pour un an en septembre 1924 (avant d'y revenir quelque temps comme gardien en 1937) n'avait été, lui aussi, établi qu'en septembre 1921. Il en sera de même du couvent de la rue Marie-Rose à Paris qu'il rejoint en 1938 alors que ce nouveau couvent n'a été ouvert qu'en 1936 et que le maître-autel de sa chapelle vient d'être consacré en août 1938<sup>68</sup>.

C'est dire si le jeune franciscain Cloarec est impliqué dès son entrée dans ce mouvement de réinstallation de l'Ordre en France, ou plutôt de « restauration », pour reprendre l'expression employée par Jean Hamelin (à propos du retour des mêmes frères mineurs au Québec en 1890<sup>69</sup>). Ses qualités d'organisation, de rigueur et son charisme personnel vont être mobilisés par ses supérieurs pour mettre en place et dynamiser les nouveaux lieux qui doivent permettre aux frères franciscains de retrouver leur influence et de développer leur apostolat.

Seul le couvent de Saint-Brieuc dont il va être le gardien entre 1927 et 1937 préexistait. À la suite d'un ancien couvent créé au xv<sup>e</sup> siècle qui avait été détruit en 1792, les frères de la province de Paris avaient repris en 1892 une maison utilisée un temps comme noviciat par la bienheureuse Hélène de Chappotin, fondatrice des Franciscaines missionnaires de Marie<sup>70</sup>. Mais là, c'est sans doute ses origines bretonnes et la réussite de ses premières années à Fontenay et à Mons-en-Barœul qui ont fait du père Corentin l'homme de la situation pour remettre de l'ordre et de la « régularité » dans une petite communauté éloignée de Paris et que les hasards de l'histoire des frères mineurs n'avaient pas permis de rattacher à la province Saint-Denis<sup>71</sup>. C'est à la

---

<sup>67</sup> *Ibid.*, p. 42.

<sup>68</sup> Sur la construction du couvent Saint-François, voir le mémoire de fin d'études à l'École du Louvre, du fr. Jean-Jacques DANIEL, « Inventaire des objets d'art conservés au couvent Saint-François de la rue Marie-Rose à Paris. Analyse et mise en perspective du programme iconographique de l'église », 2005 (communiqué par son auteur).

<sup>69</sup> Jean HAMELIN (dir.), *Les Franciscains au Canada, 1890-1990*, Québec, Éditions du Septentrion, 1990, p. 13-28.

<sup>70</sup> Sur l'achat de cette maison pour en faire un noviciat, puis le départ des religieuses, voir Marcel LAUNAY, *Hélène de Chappotin et les Franciscaines missionnaires de Marie*, Paris, Le Cerf, 2001, p. 117 et 121.

<sup>71</sup> Jean-Louis Paumier décrit les discussions infructueuses qui, de 1919 à la veille de la guerre, vont opposer les provinces Saint-Denis et Saint-Pierre autour d'une éventuelle rétrocession du

suite de son arrivée au sein de cette communauté des Côtes-du-Nord que ce couvent retrouve son « gardiennat » lors du chapitre provincial de 1929<sup>72</sup> et plusieurs courriers et rapports conservés aux archives provinciales montrent que durant toute la période où il en est le gardien, le couvent de Saint-Brieuc demeure sous surveillance de l'Ordre.



Fig. 1 : Petit séminaire franciscain de Fontenay-sous-Bois, 2 août (Notre-Dame des Anges) 1926. Le recteur, Corentin Cloarec, entouré du corps professoral. © APFB

On peut donc considérer le père Corentin comme l'un des jeunes cadres de l'Ordre auxquels le provincial confie les tâches de développement et de consolidation des implantations nouvelles ou rétablies après 1918. En effet, comme le fait remarquer Damien Vorreux, les premières promotions de novices après la fin du conflit ont été « des promotions mémorables » qui vont former de « jeunes troupes » de franciscains<sup>73</sup>, tout en bénéficiant de l'expérience et du rayonnement spirituel des frères revenus du Canada (comme les pères Leveugle ou Valentin Breton<sup>74</sup>). Cette restauration de l'Ordre en France

couvent de Saint-Brieuc à la province de l'Ouest (J.-L. PAUMIER, *Frères du large*, op. cit., p. 36).

<sup>72</sup> D. VORREUX, *Cent ans d'histoire franciscaine*, op. cit., p. 44.

<sup>73</sup> *Ibid.*, p. 46.

<sup>74</sup> Entre 1901 et 1914, 69 franciscains français étaient partis au Québec et en sont revenus après 1918. Voir Guy LAPERRIÈRE, « L'exil des Congrégations françaises au Québec, 1901-1914 », in *Le grand exil des Congrégations françaises*, dir. P. CABANEL et J.-D. DURAND, op. cit., p. 272 ; également, J. HAMELIN, *Les Franciscains au Canada*, op. cit., p. 42-43. Le père

dont le père Cloarec est durant l'entre-deux-guerres une cheville ouvrière, va rapidement porter ses fruits : entre le moment de son entrée comme novice et son arrivée au couvent de Paris en 1938, la population des frères dans la province de Paris va plus que doubler, passant de 149 à 311<sup>75</sup>.

Dès sa profession solennelle le 4 juin 1925 et son ordination sacerdotale (des mains du cardinal Dubois à Notre-Dame de Paris) le 2 juillet suivant, Corentin Cloarec va d'ailleurs se voir confier des fonctions d'encadrement et d'organisation. Après quelque temps comme professeur au petit séminaire franciscain de Fontenay-sous-Bois, il y devient le recteur du collège de 1925 à 1927. C'est ensuite son premier poste de gardien à Saint-Brieuc, comme nous venons de l'évoquer, suivi pendant un an du gardiennat du scolasticat de Mons-en-Barœul en 1937 avant de devenir le vicaire du couvent de Paris.

### *Prédication et direction du Tiers-Ordre*

À ces fonctions de gestion des communautés, Corentin Cloarec va ajouter une forte activité de prédication<sup>76</sup>, en particulier durant son long séjour breton, ainsi qu'une implication croissante auprès du Tiers-Ordre. Ce faisant, son apostolat s'est inscrit parfaitement dans la longue tradition franciscaine, dont on sait qu'elle a été largement marquée par ces deux formes complémentaires de présence au monde.

En 1928, à peine arrivé à Saint-Brieuc, il évoque déjà l'importance de ces deux missions : « déjà trop de prédications de retraites, sans compter les visites du T.O. très nombreuses que je vais devoir faire dans le Finistère. Malheureusement pour le couvent, car, continuellement, l'on a besoin de notre ministère (confessions, visites...). Il faudrait ici un Père à demeure, de façon à assurer le service régulier de la chapelle et à y pouvoir instaurer quelques exercices qui offrirait aux tertiaires l'occasion de se rencontrer et connaître »<sup>77</sup>.

En charge de prédication et de soutien au Tiers-Ordre dans son Finistère natal (où aucun couvent des frères mineurs n'avait encore été rétabli<sup>78</sup>), il est notamment cité dans la Semaine religieuse du diocèse de

---

Valentin Breton, l'une des figures spirituelles de l'Ordre à cette période, avait été nommé à son retour au noviciat d'Amiens en 1920 et y demeura jusqu'en 1923. Voir Yvonne BOUGÉ, *Frère Mineur, Père Majeur. Le Père Valentin-Marie Breton*, Mulhouse, Salvator, 1958, p. 141. Le novice Corentin Cloarec bénéficia donc de son encadrement spirituel, avant de le retrouver plus tard à Paris, où le P. Valentin Breton tentera le 28 juin 1944 de le secourir avant de lui donner l'absolution.

<sup>75</sup> Chiffres tirés d'une chronologie de la province, document dactylographié, APFB.

<sup>76</sup> Le texte de son image mortuaire le présentera comme « un prédicateur infatigable ».

<sup>77</sup> Lettre du 1<sup>er</sup> mars 1928 (APFB, dossier 3 J 13).

<sup>78</sup> La création d'un couvent à Quimper par la province Saint-Pierre de Paris ne sera effective qu'en 1938 (J.-L. PAUMIER, *Frères du large, op. cit.*, p. 33).

Quimper et Léon comme prédicateur à l'occasion de grandes célébrations (en particulier, le Pardon annuel des tertiaires au sanctuaire marial de Notre-Dame du Folgoët) ou pour prêcher des retraites, par exemple dans des institutions catholiques<sup>79</sup> ou encore dans les paroisses<sup>80</sup>.

Ces activités pastorales ne vont pas diminuer après son départ de Saint-Brieuc. Il vient en effet d'entrer au conseil provincial en février 1936<sup>81</sup>, ce qui témoigne de la confiance qui lui est faite et du rôle que ses frères veulent lui confier dans la poursuite du développement de la province de Paris. Parallèlement, il est associé à deux moments importants de la vie du Tiers-Ordre franciscain.

Tout d'abord en 1937, étant alors gardien à Mons-en-Barœul, il est désigné pour prononcer l'homélie de la messe lors des journées franciscaines de Lille des 17 et 18 avril 1937. Ces journées réunissent 1300 tertiaires rattachés aux frères mineurs. À cette occasion, le père Corentin prononce un sermon consacré au « message de Saint-François d'Assise au monde moderne » qui évoque directement deux réalités importantes du moment : d'une part, le développement de l'Action catholique et d'autre part, les inquiétudes que lui inspirent la dégradation de la situation internationale et les risques de guerre prochaine<sup>82</sup>. Son appel enthousiaste à s'engager résolument sur la voie de l'Action catholique qu'il décrit comme la « nouvelle croisade des temps modernes » est peut-être à mettre en rapport avec l'influence du catholicisme social qu'il avait subie lors de ses années de formation en Bretagne, mais il exprime également une approche assez moderne de l'engagement des tertiaires, alors que le troisième ordre est encore divisé à cette époque sur la question et que certains de ses membres regardent les nouveaux mouvements d'action catholique comme une forme de concurrence possible<sup>83</sup>. Pour autant son message contre les « doctrines détestables » qui ne mettent pas l'amour au centre, n'est pas seulement une alerte face aux périls internationaux qu'il pressent ou

---

<sup>79</sup> Ce fut notamment le cas à l'école des filles de Saint-Joseph du Pilier-Rouge à Brest en 1932 (*Semaine religieuse de Quimper et Léon*, 1932, p. 124).

<sup>80</sup> Le frère Tugdual Magueur se souvient des prédications « austères » mais d'où se dégageait « un réel rayonnement » du père Corentin dans sa paroisse Saint Pabu de Ploudalmézeau (témoignage recueilli par le fr. Luc Mathieu, cité dans B. WARUSFEL (dir.), *Le père Corentin*, *op. cit.*, p. 53).

<sup>81</sup> Actes du chapitre des 20-26 février 1936, dans le cahier du définitoire, APFB, 3 G 2/1 (1914-1947), p. 278.

<sup>82</sup> Le texte de ce sermon est reproduit en annexe dans B. WARUSFEL (dir.), *Le père Corentin*, *op. cit.*, p. 227-234.

<sup>83</sup> « Le Tiers-Ordre s'interroge sur son avenir. Il subit de plein fouet la concurrence de l'action catholique, mieux armée pour l'apostolat ; tout en ayant conscience de son unité, il souffre d'être séparé en deux obédiences, franciscaine et capucine ; enfin, il hésite sur ce qui fait son caractère propre. Est-il, oui ou non, un Ordre religieux ? » (Pierre MORACCHINI, « Des tertiaires aux laïcs franciscains », in *Le Messager de Saint Antoine*, octobre 2010, 1277).

une dénonciation du matérialisme bourgeois (« Détrônez le veau d'or de son piédestal et empêchez l'argent de devenir la grande puissance ici-bas ») mais aussi une mise en garde contre les doctrines d'inspiration communiste<sup>84</sup>. Cela n'est pas contradictoire avec un appel à l'engagement social de l'Église, tant il est vrai qu'une partie de l'origine idéologique du catholicisme social est issue de ce que l'on a parfois appelé le « catholicisme intransigeant » (dont le père Cloarec ne devait pas être très éloigné, au moins dans sa jeunesse)<sup>85</sup>. Sa prise de parole devant ce véritable congrès du Tiers-Ordre est donc un bon reflet du positionnement pastoral et intellectuel de l'Église à la veille de la Seconde Guerre mondiale<sup>86</sup>.

L'année suivante, son affectation au nouveau couvent de la rue Marie-Rose est concomitante avec la décision de constituer au sein de la province de Paris un commissariat provincial du Tiers-Ordre, confié au père Pol de Léon Albaret, jeune religieux breton (né en 1906) dont la rencontre avec le futur père Coentin avait déterminé l'engagement dans l'ordre de Saint-François en 1925. Lequel choisit immédiatement son aîné comme responsable des fraternités d'Île-de-France<sup>87</sup>. Le père Coentin sera désormais tout à la fois responsable régional du Tiers-Ordre et directeur spirituel de la principale fraternité d'hommes (la fraternité Saint-Louis de France) puis, à partir de 1942, d'une nouvelle fraternité de femmes, celle de l'Ave Maria de Chaillot.

---

<sup>84</sup> « Le seul vrai bien social, c'est l'amour, la Justice elle-même, qui est la première régulatrice des relations humaines, ne peut s'en passer, sous peine d'enserrer les hommes dans un mécanisme rigide incomplet et aveugle » et il cite Lacordaire : « La doctrine de l'Évangile apparaissant au monde ne dit pas comme Spartacus : levez-vous, armez-vous. Elle dit avec calme et simplicité : aimez-vous les uns les autres ! » (B. WARUSFEL (dir.), *Le père Coentin*, op. cit., p. 227-234).

<sup>85</sup> Voir en particulier Jean-Marie MAYEUR, « Catholicisme intransigeant, catholicisme social, démocratie chrétienne », in *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 2, 1972, p. 483, et Yves PALAU, « Approches du catholicisme républicain dans la France de l'entre-deux-guerres », in *Mil neuf cent*, 13, 1995, p. 49-50.

<sup>86</sup> Rappelons que vient d'être promulguée le 19 mars 1937 l'encyclique *Divini Redemptoris* condamnant le « communisme bolchévique athée » mais aussi ceux qui « ont voulu élever, sur les bases du libéralisme et du laïcisme, d'autres constructions sociales, qui tout d'abord paraissaient puissantes et grandioses ; mais on vit bientôt qu'elles n'avaient pas de fondements solides ; elles s'écroulent misérablement l'une après l'autre » (n° 36). La même année, un ancien séminariste et tertiaire franciscain, le journaliste Aymé-Guerrin (que Coentin Cloarec va retrouver dans la Résistance) publie une comparaison des vertus économiques du communisme soviétique, du corporatisme mussolinien et du New deal de Roosevelt (AYMÉ-GUERRIN, *Trois expériences. Communiste : U.R.S.S. Socialisante : U.S.A. Corporative : Italie*, Paris, Denoël, 1937) qui témoigne aussi de la recherche d'un système dépassant les clivages entre libéralisme, dirigisme et communisme.

<sup>87</sup> « Le P. Coentin explique qu'à la suite du récent chapitre provincial des ffrs. Mineurs de la province de France, il a été nommé directeur des fraternités de tertiaires rattachées au couvent de la rue Marie-Rose, et qu'à ce titre il s'occupera désormais du Tiers-Ordre » (Compte rendu de la réunion du discrétore de la fraternité Saint-Louis du 30 novembre 1938, APFB).

À ces fonctions s'ajoutera celle de vice-commissaire provincial, c'est-à-dire d'adjoint direct du père Pol de Léon.

Dans ce rôle, le père Corentin, bien que ne disposant pas des vastes capacités littéraires ou théologiques d'un Valentin Breton ou d'un Pol de Léon et n'ayant pas une grande expérience des milieux parisiens, va se montrer d'une assez grande efficacité pour développer l'influence et entretenir l'ancrage social des fraternités séculières. Que l'on regarde en effet les principaux membres de la fraternité Saint-Louis à son époque et les postulants qu'il va faire entrer dans la fraternité, on repère à la fois une certaine disparité sociale (avec notamment la présence d'employés et de certains membres du mouvement ouvrier chrétien<sup>88</sup>) et la présence de nombreux notables. Ces notables qui soutiennent l'activité des frères (y compris en participant à leur financement, comme la construction du nouveau couvent de Paris) peuvent être des chefs d'entreprise (comme Pierre de Joly, qui sera président de la fraternité, ou son trésorier Joseph Reverchon), des financiers (comme Henri Lizé, administrateur à la Banque de France, ayant fait profession en 1914 ou le banquier Constantin Pirou entré en 1938) des avocats (comme Adolphe Lacan) ou encore des militaires (comme le colonel Jean de Marguerittes, tertiaire depuis 1924, ou l'ingénieur militaire Georges Dupuy<sup>89</sup> ainsi que le contrôleur des armées Albert Lévêque qui intègre la fraternité en 1939<sup>90</sup>).

De même, en créant en pleine Occupation une fraternité féminine en avril 1942 dans la paroisse Saint-Pierre de Chaillot<sup>91</sup>, le père Cloarec va rattacher à la famille franciscaine des femmes et des familles souvent issues de la grande bourgeoisie parisienne. Ainsi, tout en étant parallèlement très présent auprès des populations modestes (en particulier dans le quartier Montrouge-Alésia)<sup>92</sup> participe-t-il à sa façon à cette reconquête des élites à laquelle

---

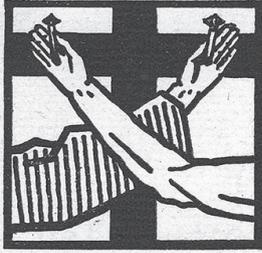
<sup>88</sup> Ce fut le cas notamment en 1941 de Georges Lhiermann (et de son épouse, qui rejoignit la fraternité féminine Sainte-Élisabeth), militants du Mouvement populaire des familles, qui vient de succéder à la Ligue ouvrière chrétienne. Voir notamment B. WARUSFEL (dir.), *Le père Corentin, op. cit.*, p. 61.

<sup>89</sup> Sur ce futur ingénieur général de l'armement qui participera à des activités de renseignement militaire et scientifique durant la guerre et créera ensuite le site de recherches balistiques de Vernon, voir B. WARUSFEL (dir.), *Le père Corentin, op. cit.*, p. 92.

<sup>90</sup> Signe de la mixité sociale de la fraternité Saint-Louis, le même jour où la candidature d'A. Lévêque est étudiée, est présentée également celle de Robert Fortaillière « ouvrier manœuvre » habitant à Alfortville (Compte rendu de la réunion du discrétoire du 18 juin 1939, APFB).

<sup>91</sup> Le père Corentin crée le 28 avril 1942, avec le chanoine Paul Clamorgan, curé de Saint-Pierre de Chaillot, une fraternité féminine (lettre au vicaire général du diocèse de Paris, 24 avril 1942 et décret d'érection du 28 avril 1942, annexés au cahier de la fraternité de l'Ave Maria, ms. cit.). On notera que le père Clamorgan fera partie à la Libération de la liste des prêtres dont la résistance recommandera les noms pour une éventuelle nomination épiscopale (voir Étienne FOUILLOUX, « Le nonce Roncalli d'après ses agendas parisiens », in *Christianesimo nella storia*, 25, 2004/1, p. 415), ce qui pourrait accréditer une implication ou pour le moins un soutien à des activités résistantes au sein de sa paroisse de Chaillot.

<sup>92</sup> Un père capucin témoigna, à l'annonce de sa mort de ce que « le père était très aimé dans



COUVENT DES  
FRANCISCAINS

7. RUE MARIE-ROSE  
PARIS-14<sup>e</sup>

TÉLÉPHONE : GOBELINS 41-81

PARIS, LE 24 Avril 1942

Monsieur le Vicaire Général,

Je sollicite de votre bienveillance l'autorisation d'ériger, en la paroisse de St Pierre de Chaillot - avec l'agrément de Monsieur le Curé, que j'ai vu à ce sujet - une Fraternité du Tiers-Ordre franciscain pour les Dames - sous le titre de Fraternité de l'Assommoir, ayant pour lieu de réunion la chapelle des Fonts baptismaux.

Avec ma reconnaissance, veuillez agréer, Monsieur le vicaire général, l'expression de mon religieux respect etc. etc.

Le v. R. D. Gardien  
fr. Corentin Cloarec  
of. délégué aux t. o.



Fait et peteur.

C. Cloarec  
v. g. f.



Fig.2 : 24 avril 1942. Le père Corentin Cloarec sollicite l'autorisation d'ériger, en la paroisse Saint-Pierre de Chaillot, une fraternité du Tiers-Ordre. Feuille collée dans le registre de la fraternité. Bibliothèque franciscaine des capucins, fonds des franciscains, ms. 108. © D.R.

l'Église s'est employée à l'époque<sup>93</sup>. Certaines de ces connexions lui seront, par ailleurs, utiles pour développer ses activités de résistance<sup>94</sup>.

### **Au service de la Résistance**

Tragiquement mise en valeur par son assassinat le 28 juin 1944, la résistance du père Corentin Cloarec avait tout pour demeurer discrète, voire secrète, tant l'homme répugnait à se mettre en avant et s'était interdit de parler ou d'écrire, pour protéger ses frères franciscains ainsi que les personnes auxquelles il apportait son aide. Pour autant, ce que l'on a pu reconstituer de son engagement résistant nous renseigne sur la chronologie de son engagement, sur les modalités de son action et les circonstances de sa mort, et nous révèle une attitude qui s'inscrit en cohérence avec son parcours d'homme et de franciscain.

### ***Un résistant de la première heure***

L'entrée en résistance est une question très étudiée par les historiens contemporains et il est généralement admis qu'il convient de faire la différence entre l'engagement précoce des « pionniers » de 1940 ou du début 1941 et celui, plus important en nombre, des années suivantes<sup>95</sup>.

S'agissant du père Corentin, il paraît établi que son entrée en dissidence eut lieu très rapidement après la fin des hostilités de la campagne de France (à laquelle il n'avait participé que de loin, puisque, mobilisé en mars 1940 dans un dépôt à Brest, il n'eut pas le temps d'être versé dans une unité combattante). Une première manifestation en a été sans doute sa démobilisation anticipée en juin 1940 juste avant l'arrivée des Allemands pour échapper à

---

le quartier surtout des ouvriers et était regardé comme un saint » (Lettre du père Arsène de La Bruffière, 22 juillet 1944, archives des capucins de la province de France).

<sup>93</sup> « Reconquérir les élites, tel est bien le mot d'ordre de l'Église de France en ce premier vingtième siècle » (Bruno DUMONS, « Prédicateurs et directeurs spirituels des élites catholiques lyonnaises (1890-1950) », in *Revue historique*, 1994, 292, 1/591, p. 95).

<sup>94</sup> Laurent Douzou écrit que les futurs dirigeants de la Résistance étaient généralement « issus des couches supérieures de la société, des intellectuels, ou tout au moins des gens qui avaient reçu une formation universitaire. Autrement dit, ceux qui dirigèrent la Résistance auraient de toutes façon été – et pour certains étaient déjà – membres des élites dirigeantes du pays, guerre ou pas » (Laurent DOUZOU, « L'entrée en résistance », in *Pour une histoire sociale de la Résistance*, dir. Antoine PROST, numéro spécial de *Le Mouvement social*, 180, 1997, p. 19).

<sup>95</sup> Voir *Ibid.*, p. 10-14, mais aussi (avec une approche différente) l'intervention de Fabienne FEDERINI, « Une sociologie de l'engagement résistant est-elle possible ? », au cours du 8<sup>e</sup> Congrès de l'Association Française de Science Politique (Lyon, 14-16 septembre 2005), disponible en ligne, <http://www.afsp.msh-paris.fr/archives/congreslyon2005/communications/tr1/federini.pdf> (consulté en avril 2015).

la captivité<sup>96</sup>. Sa détermination a ensuite peut-être été renforcée par la perquisition que l'armée allemande a fait subir à son couvent le 26 juillet suivant<sup>97</sup>.

Trois témoignages de première main confirment encore son engagement presque immédiat. Son dossier pour l'attribution de la médaille de la Résistance le désigne comme « résistant de la première heure » ayant « réussi à échapper à la captivité en juin 1940 » et qui « a été aussitôt l'âme d'un groupe de résistants, animant leur courage, parvenant à les soustraire aux recherches de la Gestapo et de la Milice »<sup>98</sup>. De son côté, Aymé-Guerrin, déjà cité, a écrit en 1945 dans sa notice posthume qu'il « n'avait, pas plus que Masiée, accepté la défaite. Immédiatement il s'emploie à aider les patriotes qui se confient à lui »<sup>99</sup>. Enfin, le général (CR) René Omnès, dernier témoin vivant de ses activités résistantes nous a affirmé que c'est « à la fin 1940 » que le père Corentin a commencé à solliciter son père, gendarme, pour obtenir des faux-papiers<sup>100</sup>.

C'est donc en pionnier que le franciscain breton commence à poser ses premiers actes de résistance à l'occupant. Il s'agit d'abord de secourir des prisonniers de guerre échappés et de les aider à fuir, en mettant particulièrement à profit ses connexions avec différents Bretons de Paris<sup>101</sup>. Ces premières

---

<sup>96</sup> « À l'approche des Allemands, il refusait de se laisser faire prisonnier et parvenait à se soustraire à l'ennemi » (notice nécrologique accompagnant son image mortuaire, 1944). Cette fuite avait été préparée avec l'aide du capitaine Yves Masiée (qui sera fusillé en août 1944) selon le témoignage d'Aymé-Guerrin, qui a connu les deux hommes. Voir « Note sur le R. P. Corentin Cloarec », rédigée pour le mouvement CDLL, archives familiales Guerrin, reproduite dans B. WARUSFEL (dir.), *Le père Corentin, op. cit.*, p. 244-246.

<sup>97</sup> Les Allemands perquisitionnent ce jour-là plusieurs sites parisiens à la recherche de prêtres étrangers. Rue Marie-Rose, le P. Longpré, canadien, les guide dans les étages, sans qu'ils se doutent de sa nationalité (*Éphrem Longpré, un mystique franciscain de notre temps. Journal spirituel et lettres*, Paris, Beauchesne, 1969, p. 155). Cette perquisition est mentionnée dans le journal du capucin Gratien de Paris, qui évoque également la descente de la Gestapo dans le couvent capucin du Mans le 3 décembre 1940 (archives des capucins de la province de France, 7LG 6). Sur le père Gratien, voir Pierre MORACCHINI, « Une vie franciscaine à Paris sous l'Occupation, d'après les cahiers inédits du père Gratien de Paris, frère mineur capucin », in *Les Chrétiens, la guerre et la paix*, dir. X. BONIFACE et B. BÉTHOUART, Presses Universitaires de Rennes, 2012, p. 317-331.

<sup>98</sup> Ce dossier fut rédigé par le général Jean de Marguerittes, déjà cité (sous le nom du colonel Lizé, il dirigea les FFI parisiens durant l'insurrection d'août 1944), Archives de l'Ordre de la Libération.

<sup>99</sup> AYMÉ-GUERRIN, « Note sur le R. P. Corentin Cloarec », in *Le père Corentin*, dir. B. WARUSFEL, *op. cit.*, p. 244-246.

<sup>100</sup> Entretien avec l'auteur, 9 mars 2013.

<sup>101</sup> Outre le gendarme Yves Omnès (qu'il connaissait d'avant-guerre), le père utilise également les services du grossiste en poissons Alexis Milliner de Douarnenez, qui évoqua ses activités pour aider les fugitifs à gagner la Bretagne ou l'Espagne en leur fournissant notamment nourriture et vélos. Voir son témoignage dans RÉMY, *La ligne de démarcation*, t. 1, Paris, Librairie Académique Perrin, 1966, p. 367.

actions sont en cohérence avec sa propre histoire d'ancien prisonnier en Allemagne ayant décidé d'échapper lui-même à une nouvelle captivité. Elles sont aussi caractéristiques de ces filières d'évasion spontanées qui se mettent en place durant l'été 1940 dans la nouvelle zone occupée<sup>102</sup>, voire même en zone libre<sup>103</sup>.

Mais le père Corentin a aussi rapidement apporté son soutien moral et spirituel à un groupe de proto-résistants<sup>104</sup> qui venait de se former à quelques centaines de mètres de son couvent. Ce groupe est très vraisemblablement celui que constitue dès le 2 août 1940 l'industriel catholique Maurice Ripoche, ancien aviateur de réserve travaillant pour le service de renseignement de l'Armée de l'Air (le SR Air)<sup>105</sup> avec quelques-uns de ses voisins les plus proches, Yves Chabrol et Maurice Noré (habitant à proximité immédiate de la place Denfert-Rochereau)<sup>106</sup> et qui vont rédiger ensemble un manifeste intitulé « Français, nous serons ceux de la Libération

---

<sup>102</sup> « Les filières d'évasion se créent spontanément, dès juin 40 en Zone occupée, principalement à Paris pour faciliter le départ vers la zone non occupée des blessés français prisonniers et campés, sinon "parqués à la Croix de Berny", en leur apportant des vêtements civils, le matériel nécessaire, les guides et renseignements adéquats en vue de traverser la nouvelle ligne de démarcation » (François-Yves GUILLIN, *Le Général Delestraint : premier chef de l'Armée secrète*, Thèse Lyon 2, 1992). Mais des filières se mettent en place également dans l'été 1940 dans le Nord et dans l'Est (Troyes, Epinal, Alsace), lieux de passage des convois de prisonniers vers l'Allemagne. Voir notamment Henri NOGUÈRES, *Histoire de la Résistance en France*, t. I, Paris, Robert Laffont, 1967, p. 91-94.

<sup>103</sup> Nommé major de la garnison de Clermont-Ferrand, le colonel de Marguerittes organise, dès juillet 1940 « un camp dénommé F, qui recevra les démobilisés ne pouvant rentrer chez eux (...) Le camp sera le havre, le port où trouveront asile des français ou des alliés qui auront des raisons majeures d'éviter les Allemands » (Mémoires inédits du général de Marguerittes, dit Lizé, Archives nationales, 72 AJ, dossier Libération de Paris, B1). Dans son opuscule publié en 1946, il résume les débuts de son activité résistante en 1940 : « aide aux évadés et aux Britanniques, évasion de prisonniers alliés » (Colonel Lizé, « La Libération de Paris », in *La France et son empire dans la guerre*, t. 2, p. 325). Sur la problématique plus générale de l'évasion de France à partir de 1940, voir Robert BELOT, *Aux frontières de la liberté : Vichy-Madrid-Alger-Londres, s'évader de France sous l'Occupation*, Paris, Fayard, 1998.

<sup>104</sup> « Il les assistait de son ministère sacerdotal, les aidait de son amitié, animait leur courage, les conseillait » (notice nécrologique, précitée).

<sup>105</sup> Sur l'activité clandestine anti-allemande de ce service sous l'Occupation, voir les souvenirs de l'un de ses responsables : Jean BÉSY, *Le SR Air*, Paris, France Empire, 1979 (qui évoque les liens avec Ripoche et CDLL, p. 56-57) et plus récemment, Jean DANIS, *Les espions de l'armée de l'Air française, Le SR Air (1935-1945)*, Paris, Éditions Hugues de Chivré, 2011, 2 tomes.

<sup>106</sup> Sur les éléments concordants qui nous conduisent à formuler cette hypothèse, voir B. WARUSFEL (dir.), *Le père Corentin, op. cit.*, p. 74-78. La date du 2 août et la présence de Chabrol et Noré sont confirmées par Pierre Beuchon dans son historique du mouvement CDLL (Pierre BEUCHON, *Souvenirs de guerre (août 1940-juillet 1943) : histoire du réseau de résistance « Ceux de la Libération »*, dactylographié, Service historique de la défense, SHD GR 1KT 253, p. 4).

nationale »<sup>107</sup>. Leur groupe sera désormais connu sous le nom de « Ceux de la Libération » (CDLL).

Outre la proximité géographique et sans doute spirituelle des fondateurs de ce groupe CDLL avec le père Coentin, le lien entre eux fut le recrutement par Ripoche en septembre 1940 du père franciscain Bougerol, qui était également aviateur de réserve<sup>108</sup>. Jacques-Guy Bougerol, rentré au couvent de la rue Marie-Rose après l'armistice, a accepté de fournir des renseignements à Ripoche et au SR Air, ce qu'il fit jusqu'en janvier 1941 avant de fuir en Afrique du Nord pour éviter une arrestation par les Allemands<sup>109</sup>. Entre le jeune franciscain (né en 1908) et son aîné, qui cohabitent dans le même couvent depuis 1938, la confiance et la solidarité face à l'occupant furent sans doute faciles à établir, d'autant que les sentiments anti-allemands de l'ancien combattant Coentin Cloarec ont été tout de suite bien marqués.

En plus des témoignages ultérieurs de ses frères insistant sur le fait qu'il avait été immédiatement « convaincu que la France avait perdu une bataille et non la guerre »<sup>110</sup> et que « la rage au cœur, il regagna Paris, ne rêvant qu'à une chose : la libération de la Patrie humiliée »<sup>111</sup>, nous pouvons nous reporter à deux documents d'époque qui laissent entrevoir ce que pouvait exprimer Coentin Cloarec devant le nazisme et l'occupation de son pays.

C'est tout d'abord son sermon de Lille d'avril 1937 où les allusions aux risques de guerre et à la montée du nazisme sont évidentes. Citant le pape à qui il fait dire que « le monde et l'Église traversent des heures difficiles », il évoque « les frémissements de la haine et les sursauts de la violence » et déplore que « tandis que des horizons nouveaux s'ouvrent à l'histoire, tandis

---

<sup>107</sup> L'évolution du mouvement CDLL est assez typique de celle de résistants venus de milieux conservateurs que la lutte contre les nazis va convertir à la démocratie (dans ce sens, Claire ANDRIEU, « Ceux de la Libération », in *Dictionnaire historique de la Résistance*, dir. François MARCOT, Paris, Robert Laffont, 2006 (coll. Bouquins), p. 115). La proximité de Ripoche avec le parti social français (PSF) ainsi que la teneur autoritaire et assez xénophobe de son manifeste initial (voir Bénédicte VERGEZ-CHAIGNON, *Les vichysto-résistants de 1940 à nos jours*, Perrin, 2008, p. 225-226 ; Henri MICHEL, *Paris résistant*, Paris, Albin Michel, 1982, p. 74) n'empêcheront pas CDLL d'être membre fondateur du Conseil national de la résistance, avec une importante activité militaire et de renseignement, qui lui vaudra une répression sévère (Ripoche sera décapité en 1944).

<sup>108</sup> Le père Bougerol, futur aumônier général de l'Armée de l'Air, a écrit en 1943 ses souvenirs de la campagne de 1940 dans l'aviation de reconnaissance, en compagnie de Saint-Exupéry (Jacques-Guy BOUGEROL, *Ceux qu'on n'a jamais vus*, Arthaud, 1943). Il reprendra le combat sous les couleurs de la France Libre en Afrique du Nord.

<sup>109</sup> Témoignage oral du père J.-G. Bougerol, Service historique de la défense, 1996, bande 1/ face 1.

<sup>110</sup> Christian EUGÈNE, « Le Père Coentin », in *Almanach de Saint-François*, 1945, p. 3.

<sup>111</sup> « Le père Coentin Cloarec, franciscain », note dactylographiée anonyme (attribuable au fr. Marie-Clément Antoine et sans doute rédigée en 1945), APFB.

que le progrès matériel resplendit merveilleusement, les hommes reviennent aux ténèbres d'autrefois » avant d'affirmer : « Notre siècle retentit dangereusement des sourds grondements de la haine, il fait entendre partout des sons de bataille. »<sup>112</sup> Plus encore que *Divini Redemptoris*, c'est l'encyclique *Mit brennender Sorge* promulguée le 10 mars 1937 qui semble ici sous-tendre la prise de position du père Cloarec devant les nombreux tertiaires qu'il met ainsi en garde contre le sombre avenir qui menace l'Europe. Et l'on peut penser à la formule qu'emploiera Jacques Baumel selon laquelle « sans cette pré-résistance où les mots et les attitudes prenaient une place prépondérante, aucune résistance organisée n'aurait vu le jour »<sup>113</sup>.



Fig.3 : le père Corentin Cloarec. Photographie non datée. © APFB

Ce sont ensuite les premières phrases qu'il prononce le 20 octobre 1940 devant les responsables de sa fraternité Saint-Louis qu'il vient de retrouver après la défaite, qui paraissent pleines de sous-entendus. S'il évoque « les tragiques événements passés depuis le mois de mai », il prévient que « tout n'est pas fini et (que) nous verrons sans doute bien des épreuves encore » puis il souhaite « tirer le meilleur parti des circonstances et tâcher de faire reprendre à la fraternité une vie nouvelle de piété et de zèle franciscain »<sup>114</sup>. Malgré la prudence extrême du rédacteur, on imagine plutôt un discours

<sup>112</sup> Sermon du 18 avril 1937, dans B. WARUSFEL (dir.), *Le père Corentin*, op. cit., p. 229-232.

<sup>113</sup> Jacques BAUMEL, *Résister. Histoire secrète des années d'Occupation*, Paris, Albin Michel, 1999 (cité dans F. FEDERINI, « Une sociologie », art. cit., p. 14).

<sup>114</sup> Cahier du discrétore de la fraternité Saint-Louis du 12 avril 1938 au 16 juin 1944, p. 150 (APFB).

de mobilisation que de déploration ou de contrition (comme la propagande officielle de Vichy va les populariser). Plus encore, une dernière phrase sibylline nous apprend qu'un « échange d'observations sur les événements a lieu ensuite et plusieurs discrets en profitent pour remercier le P. Directeur du réconfort moral que leur a donné sa vibrante allocution de ce matin ». Si rien de plus n'est dit, il s'agit là explicitement de parler de la défaite et de ses suites (et non plus des considérations spirituelles évoquées précédemment) et dans ce contexte, la mention d'un « réconfort » combiné à l'adjectif « vibrante » (avec sa dimension positive et puissante<sup>115</sup>) fait penser que la prise de parole du père Corentin a pu redonner espoir face à la défaite.

Au bénéfice de ces minces mais convergents éléments, peut-on resituer l'entrée en résistance de Corentin Cloarec dans la sociologie résistante des pionniers de 1940 ? Si l'on peut retrouver chez lui « un choix purement et exclusivement individuel faisant suite à un travail opéré par chacun en son for intérieur »<sup>116</sup>, on peut aussi le rattacher à certaines des « logiques sociales » qui ont pu être identifiées comme favorisant un engagement précoce. Tout d'abord, on reconnaît dans ses premières connexions résistantes la trace de « ces relations sociales préexistantes à juin 1940 » qui permirent aux premiers résistants de constituer les noyaux de la résistance en train de se former<sup>117</sup>. Comme s'agissant du mouvement Défense de la France (qui recrute dans des sphères voisines et dont il a très vraisemblablement croisé au moins un responsable parisien), on peut dire de Corentin Cloarec que sa « sociabilité à la fois professionnelle et amicale favorise l'engagement »<sup>118</sup>. Dans son cas précis, trois cercles vont fonctionner : les affinités spirituelles autour des fraternités et des frères, la proximité du quartier et la confiance entre Bretons de Paris<sup>119</sup>.

On peut aussi transposer assez facilement au cas du père Cloarec le déterminant d'une pratique militante préexistante dans l'entre-deux-guerres qui aurait été « une propédeutique à l'engagement résistant »<sup>120</sup>. Si le père ne

---

<sup>115</sup> L'un des premiers articles de presse bien informé évoquant en détail son engagement et sa mort violente le décrit en 1945 comme « animé d'une foi patriotique ardente » (J. ROSNY, « L'assassinat d'un religieux breton à Paris », *Ouest-France*, 17 mars 1945) tandis que de nombreux témoins ont évoqués son « charisme » personnel et ses capacités de prédicateur.

<sup>116</sup> L. DOUZOU, « L'entrée en résistance », art. cit., p. 9.

<sup>117</sup> F. FEDERINI, « Une sociologie », art. cit., p. 7 (qui cite Germaine Tillion, à qui elle emprunte la notion de « noyaux »).

<sup>118</sup> Olivier WIEVIORKA, *Une certaine idée de la Résistance. Défense de la France 1940-1949*, Paris, Seuil, rééd. 2010, p. 75.

<sup>119</sup> « Hors de sa paroisse, on était perdu. Jamais on ne se serait aventuré dans une ville un peu éloignée sans y avoir quelque parent de parent ou de voisin qui pût vous accueillir et vous servir de guide. Si au service militaire ou à la guerre, on découvrait un homme de chez soi, un "pays", c'était une vraie consolation » (J. ROHOU, *Fils de ploucs*, op. cit., t. 1, p. 307).

<sup>120</sup> F. FEDERINI, « Une sociologie », art. cit., p. 14.

milite pas politiquement ou syndicalement, son engagement auprès du Tiers-Ordre et son ralliement enthousiaste à l'Action catholique naissante, joints à des prises de positions fortes (bien que formulées dans la syntaxe ecclésiastique du temps) l'ont sans doute mis comme d'autres militants, en situation de comprendre plus tôt les conséquences extrêmes de l'occupation nazie sur la société et sur le monde.

Enfin, il est assez probable que sa formation spirituelle a fait une large place à ce qu'Olivier Wieviorka décrit comme une « théologie doloriste qui exaltait le sacrifice » très répandue durant l'entre-deux-guerres et qui, comme il l'a justement souligné, a certainement préparé « les jeunes catholiques à accepter de perdre leur vie » à tel point que « la marginalité de la lutte ... rappelait à bien des résistants le temps héroïque des catacombes »<sup>121</sup>.

### *Un engagement croissant*

Ayant apporté très tôt son soutien aux premières manifestations de la résistance intérieure, le père Corentin, comme beaucoup, fut confronté dans les années suivantes à la nécessité de s'engager plus avant pour accompagner la montée en puissance et la structuration des mouvements en zone occupée.

Cela se manifesta tout particulièrement par son entrée dans un nouveau groupe de résistance créé fin 1941 par le journaliste Aymé-Guerrin déjà cité. Ce groupe dénommé Vercingétorix – aujourd'hui injustement oublié – avait commencé par diffuser un bulletin clandestin puis diversifia ses activités en imprimant des faux papiers, en recueillant des aviateurs alliés abattus, en collectant des renseignements militaires, puis en constituant des groupes de combat en région parisienne. Deux connexions ont pu faciliter la mise en relation entre Aymé-Guerrin et le père Corentin : soit en raison de son appartenance à une fraternité franciscaine, soit également par l'entremise d'Y. Masiée dont Guerrin fit la connaissance à la BNCI où Masiée retourna travailler à son retour de captivité en 1941 et où Guerrin avait pris en 1940 un emploi au services des titres.

Selon Aymé-Guerrin, c'est en 1942 qu'il a fait la connaissance de Corentin Cloarec et que celui-ci s'est engagé de façon très active à ses côtés<sup>122</sup>. À dater de cette période, il « va devenir l'un des éléments les plus marquants du mouvement Vercingétorix » dira-t-il encore, indiquant qu'il en fut aussi « l'aumônier » et que « de toute son âme, il combattit »<sup>123</sup>.

---

<sup>121</sup> Olivier WIEVIORKA, *Histoire de la résistance, 1940-1945*, Paris, Plon, 2013.

<sup>122</sup> *Ibid.* ; voir aussi AYMÉ-GUERRIN, « Note sur le R. P. Corentin Cloarec », in *Le père Corentin*, dir. B. WARUSFEL, *op. cit.*, p. 244-246.

<sup>123</sup> *Ibid.*

Ce renforcement de ses engagements<sup>124</sup> à compter de l'année 1942 est assez cohérent avec l'évolution de la résistance intérieure à cette période charnière de la Seconde Guerre mondiale, mais aussi avec celle d'une partie de l'opinion et du clergé catholique. Sur le plan national, on sait que les mouvements et les réseaux ont accru leur recrutement et ont désormais établi des relations entre eux et avec la France Libre (qui a envoyé Jean Moulin en zone sud en janvier 1942). Cela va de pair avec une exploitation plus systématique de la disponibilité de nombreux Français qui disposent d'une position ou de facilités matérielles ou relationnelles. Corentin Cloarec, avec son vaste couvent disposant d'une certaine tranquillité<sup>125</sup>, ses connexions bretonnes et les relais dont il peut disposer dans les fraternités de la région parisienne, a bien la « disponibilité fonctionnelle »<sup>126</sup> qui justifie qu'il soit sollicité de manière de plus en plus fréquente et qu'il accepte finalement de s'impliquer directement dans une organisation résistante constituée (laquelle sera bientôt intégrée au mouvement CDLL durant l'été 1943). À tel point que « son activité ne cessera de croître en 1943 et 1944 »<sup>127</sup>.

Mais pendant que se structure la résistance intérieure et avant même que le débarquement allié en Afrique du Nord n'entraîne l'occupation de l'ensemble du territoire national, c'est aussi à cette époque que les relations se tendent entre une partie importante de la base chrétienne et la haute hiérarchie catholique. Pendant qu'un nombre croissant de chrétiens et de religieux ont commencé à s'engager dans différentes formes de résistance civile ou spirituelle<sup>128</sup>, l'épiscopat français choisit de prendre des positions de plus

---

<sup>124</sup> Guerrin n'hésite pas à écrire que, du jour de leur rencontre « il rentra dans l'action » (« Nous étions cinq », in *France Libre*, 28 décembre 1944), formule ambiguë qui signifie au moins le passage à une forme plus structurée d'action résistante que les initiatives précoces que nous avons évoquées dans la période 1940-1941.

<sup>125</sup> En 1941, le père Bonnel, son gardien, parle de « la tranquillité dont jouit, sous l'Occupation allemande, le couvent de Paris » (Compte rendu de la réunion du discrétore du couvent, en date du 18 février 1941, APFB).

<sup>126</sup> Pour reprendre la formule de Laurent DOUZOU dans son article « L'entrée en résistance », art. cit., p. 15.

<sup>127</sup> AYMÉ-GUERRIN, « Note sur le R. P. Corentin Cloarec », in *Le père Corentin*, dir. B. WARUSFEL, *op. cit.*, p. 244-246.

<sup>128</sup> On pense à l'équipe des *Cahiers du Témoignage chrétien* dont le premier numéro sort en novembre 1941 mais aussi aux nombreux résistants issus du militantisme catholique, comme Edmond Michelet, André Colin, Georges Bidault, Maurice Schumann, ou encore aux prêtres qui, tel le père Corentin, ont ouvert leurs portes aux patriotes et aux fugitifs. Voir Renée et François BÉDARIDA, *La Résistance spirituelle, 1941-1944. Les cahiers clandestins du Témoignage Chrétien*, Paris, Albin Michel, 2001, et Bruno BETHOUART, « La résistance des démocrates d'inspiration chrétienne en France : précocité et diversité », in *L'engagement dans la Résistance (France du Nord - Belgique)*, dir. R. VANDENBUSSCHE, Villeneuve d'Ascq, IRHiS, 2003 (Histoire et littérature de l'Europe du Nord-Ouest, 33), p. 99-122.

en plus favorables au Maréchal Pétain et à sa Révolution nationale<sup>129</sup>. Comme le soulignait Renée Bédarida, c'est le 15 juin 1942 que le pèlerinage annuel du Puy-en-Velay marque « le point d'orgue dans l'entente entre Vichy et le monde catholique »<sup>130</sup>. René Rémond faisait aussi remarquer qu'après l'invasion de la zone libre, les évêques de France passent, à propos de Vichy, « de la notion de pouvoir établi, qui n'est que le constat d'un état de fait, à celle de gouvernement légitime, qui engage bien davantage. Si bien que l'épiscopat a attendu pour proclamer la légitimité de ce régime le moment où il ne remplissait plus les conditions pour l'être »<sup>131</sup>. De son côté, Étienne Fouilloux a pu parler d'une « cassure entre la hiérarchie de l'Église de France et la résistance d'inspiration catholique »<sup>132</sup> tandis que le frère Luc Mathieu rappelle justement que dans la plupart des communautés religieuses « l'ensemble de la communauté était officiellement loyaliste, tandis que l'un ou l'autre des religieux s'engageait dans la résistance »<sup>133</sup>.

Cette distorsion est aujourd'hui reconnue par l'Église de France dont la « déclaration de repentance » concernant l'extermination des Juifs admet que « dans leur majorité, les autorités spirituelles, empêtrées dans un loyalisme et une docilité allant bien au-delà de l'obéissance traditionnelle au pouvoir établi, sont restées cantonnées dans une attitude de conformisme, de prudence et d'abstention, dictée pour une part par la crainte de représailles contre les œuvres et les mouvements de jeunesse catholiques. Elles n'ont pas pris conscience du fait que l'Église, alors appelée à jouer un rôle de suppléance dans un corps social disloqué, détenait en fait un pouvoir et une influence considérables et que dans le silence des autres institutions, sa parole pouvait par son retentissement faire barrage à l'irréparable »<sup>134</sup>. Après avoir évoqué « quelques évêques courageux »<sup>135</sup> les évêques ajoutent que « de leur

<sup>129</sup> Exemple caractéristique de cette dissension : le « manifeste de catholiques dits “résistants” » rédigé en février 1943, qui ne reçut comme seule réponse qu'une condamnation à l'encontre des « théologiens sans mandat » dont l'épiscopat indique se « désolidariser ».

<sup>130</sup> Renée BÉDARIDA, *Les catholiques dans la guerre 1939-1945. Entre Vichy et la Résistance*, Paris, Hachette, 1998, p. 96.

<sup>131</sup> René RÉMOND, « La théorie du “prince-esclave” et l'Église française sous l'Occupation », préface à Gaston FESSARD, *Journal de la conscience française : 1940-1944*, Paris, Plon, rééd. 2001, p. 15.

<sup>132</sup> Étienne FOUILLOUX, « Résistance ou soumission, les facteurs du choix catholique », in *Les résistances, miroirs des régimes d'oppression. Allemagne, France, Italie*, dir. F. MARCOT et D. MUSIEDLAK, Besançon, Presses universitaires de Franche-Comté, 2006, p. 191.

<sup>133</sup> Conclusion de Luc Mathieu, dans B. WARUSFEL (dir.), *Le père Corentin, op. cit.*, p. 150.

<sup>134</sup> Déclaration de repentance des évêques de France, lue par Mgr Olivier de Berranger, évêque de Saint-Denis, au Mémorial de Drancy le 30 septembre 1997 (accessible sur le site <http://www.eglise.catholique.fr>).

<sup>135</sup> Les deux évêques visés, Mgr Saliège (Toulouse) et Mgr Théas (Montauban), s'élevèrent officiellement en août 1942 contre la persécution des Juifs.

côté et bien avant ces interventions, sans hésiter à choisir la voie de la clandestinité, des religieux, des prêtres, des laïcs ont sauvé l'honneur de l'Église, souvent de manière discrète et anonyme ».

Corentin Cloarec était l'un de ces religieux qui, sans attendre, s'était engagé et avait offert son aide à ceux qui subissaient le joug de l'occupant. Son engagement accru à partir de 1942 dans le groupe d'Aymé-Guerrin puis au sein du mouvement CDLL, pourrait s'apparenter au passage de ce que Jacques Semelin appelle la « résistance civile »<sup>136</sup> à une forme plus structurée de résistance active, apportant son soutien (au moins indirect) à la lutte armée<sup>137</sup>. Il pourrait être aussi sa réaction au décalage croissant entre l'orientation dominante de l'Église officielle et d'une partie du peuple chrétien et sa résolution personnelle de ce que le père Fessard appela « le problème du directeur de conscience ».

Écrivant en août 1944, le jésuite rédacteur des *Cahiers du témoignage chrétien* s'interrogea sur la « divergence » entre la hiérarchie et la masse de fidèles et sur la façon dont les chrétiens, et particulièrement les prêtres qui les accompagnaient, avaient pu « en toute sûreté de conscience, sinon sans angoisses intérieures, se décider à ne pas obéir aux directives épiscopales »<sup>138</sup>. Il notait en particulier que « c'est seulement fin 1941 et dans le cours de 1942 que le problème propre au directeur de conscience devait se révéler et se poser dans toute son acuité ». Le basculement qu'il décrit pourrait correspondre à qu'a pu ressentir à ce moment de la guerre le père Corentin : « Données d'abord à un petit nombre, les solutions libératrices spontanément jaillies du cœur des prêtres patriotes pouvaient passer pour exceptionnelles et justifiées par des circonstances extraordinaires. Mais l'exception se généralisant à mesure que la résistance à Vichy devenait plus ordinaire, fatalement le moment devait venir où le directeur de conscience ne pouvait plus fermer les yeux devant le problème posé par son attitude. »<sup>139</sup>

Bien qu'éloigné du travail de théorisation de son confrère jésuite, le père Corentin est resté (voire, est devenu encore plus) un directeur de conscience durant tout le conflit. Outre les différents articles ou témoignages qui, après sa mort, rappelleront son rôle spirituel et de soutien moral auprès des résistants, son ami le colonel de Marguerittes en a rendu explicitement

---

<sup>136</sup> Il décrit la résistance civile comme « celle de survie, visant à sauver ce qui pouvait l'être, sans attendre nécessairement le renversement du rapport de forces militaires » (Jacques SEMELIN, « Jalons pour une histoire de la France résistante », in *La Résistance et les Français : Villes, centres et logiques de décision*, dir. L. DOUZOU *et al.*, Paris, IHTP, CNRS, 1995, p. 463).

<sup>137</sup> CDLL est en effet un mouvement essentiellement apolitique et tourné vers les activités opérationnelles : renseignement, filières d'évasion et constitution de groupes de combat. Voir notamment Cl. ANDRIEU, « Ceux de la Libération », art. cit., p. 115.

<sup>138</sup> G. FESSARD, *Journal de la conscience française*, op. cit., p. 142.

<sup>139</sup> *Ibid.*, p. 175-176.

témoignage dans ses souvenirs de guerre : « Quand j'avais un cas de conscience, j'allais le consulter. Il écoutait avec attention mon exposé. »<sup>140</sup>

Nous ne savons pas si Corentin Cloarec dans ce ministère de direction spirituelle fut convaincu par les mêmes arguments que le père Fessard développait (et notamment le fait que la hiérarchie avait perdu sa liberté et qu'il appartenait à chaque prêtre de rechercher le Bien commun en luttant « contre le pouvoir diabolique qui la tenait en esclavage »<sup>141</sup>). En revanche, on peut penser que la tradition franciscaine de l'« obéissance parfaite » qui permet, dans des cas exceptionnels de refuser d'obéir au supérieur lorsque celui-ci ordonne des choses qui vont contre sa conscience<sup>142</sup>, a pu lui faciliter la résolution de son propre cas de conscience par rapport à l'attitude de la hiérarchie. Quoi qu'il en soit, son implication concrète et efficace au profit de la Résistance redoubla et il affirma plusieurs fois que le devoir de chrétien et celui de défendre son pays étaient indissolublement liés, comme lors de la réunion de la fraternité de l'Ave Maria de Chaillot d'octobre 1943, ainsi que le rapporte le compte rendu écrit par une tertiaire : « Nous vivons des heures graves de déchristianisation où moins que jamais il ne faut être médiocre. Notre devoir de chrétiennes et de françaises est de nous sanctifier », ajoutant aussi : « par la prière toujours, par l'action quand c'est possible mais surtout par notre propre sanctification nous devons rendre la France au Christ »<sup>143</sup>.

Dans la même perspective, un autre frère mineur, le père Léon Bédrune – déjà fort actif dans la dissimulation de Juifs et d'aviateurs alliés à Brive – écrit dans sa « prière pour l'humanité en détresse » qu'il publie en 1942 que c'est l'ordre intérieur établi par l'homme qui a fait la paix dans son âme « qui créera un ordre vraiment nouveau » et que les chrétiens sont appelés à devenir « le pôle de résistance contre lequel viennent buter et se briser tous les errements de l'humanité qui marche dans les ténèbres »<sup>144</sup>. À côté de l'exhortation à la paix intérieure et à la conversion, s'affirment le refus de la résignation, le rejet de l'ordre nazi et le devoir de résistance du chrétien.

S'agissant du père Corentin, cet engagement s'est particulièrement traduit dans l'assistance aux filières d'évasion de pilotes alliés puis de réfractaires au Service du travail obligatoire (STO, créé en février 1943). Ces deux catégories de fugitifs avaient en effet remplacé progressivement les premières vagues

<sup>140</sup> Mémoires inédits du général de Marguerittes, ms. cit.

<sup>141</sup> G. FESSARD, *Journal de la conscience française, op. cit.*, p. 192.

<sup>142</sup> Voir notamment sur ce point François DELMAS-GOYON, *François d'Assise au fil des sources*, Paris, Éditions franciscaines, 2012, p. 57 ; plus largement sur la manière médiévale, et particulièrement franciscaine, de concevoir une forme de gouvernement « renversante » qui subvertit l'autorité : Jacques DALARUN, *Gouverner, c'est servir*, Paris, Alma éditeur, 2012.

<sup>143</sup> Cahier de la fraternité de l'Ave Maria, ms. cit.

<sup>144</sup> Prière publiée originellement dans l'*Écho des grottes de Saint-Antoine de Padoue* (journal du couvent des frères mineurs de Brive) et republiée dans *La Croix*, 3 avril 1942.

de prisonniers de guerre ou de démobilisés. Elles sont d'ailleurs devenues très importantes militairement, puisque les aviateurs – abattus lors de leurs raids sur l'Europe occupée – constituaient une ressource rare que les alliés ont eu à cœur de préserver, tandis que le refus du STO contribua à faire grossir le recrutement des maquis. C'est donc dans une activité assez stratégique (et, de ce fait, très dangereuse car extrêmement combattue par les Allemands) que le père Corentin a accepté de s'engager de plus en plus au fil des années.

Nous savons en effet par le témoignage direct de René Omnès – qui, adolescent, lui servait d'agent de liaison avec son père gendarme – que le père Corentin demandait beaucoup de faux papiers pour permettre l'évasion d'abord de prisonniers puis principalement d'aviateurs alliés tombés en territoire occupé<sup>145</sup>. Il a gardé le souvenir précis de filières vers l'Espagne passant la Galice<sup>146</sup> et d'avoir même vu, sans doute au début 1943, deux aviateurs anglais cachés au couvent de la rue Marie-Rose<sup>147</sup>. Quant à son père, Yves Omnès, il a reconnu à la fin de la guerre qu'il avait coopéré avec le père Cloarec, « facilitant ainsi la régulation des prisonniers évadés de toutes nationalités »<sup>148</sup>. Notons encore que le résistant dont l'arrestation fut sans doute à l'origine de son assassinat (voir plus bas) avait aidé une filière d'évasion du réseau François-Shelburn<sup>149</sup> organisée par les Britanniques<sup>150</sup>.

En s'engageant résolument dans cette assistance aux personnes pourchassées, le père Corentin a sans doute revécu son ancienne condition de prisonnier, mais aussi suivi le chemin de nombreux prêtres de sa génération<sup>151</sup>

---

<sup>145</sup> « L'essentiel de l'activité principale du P. Corentin était donc de cacher ces personnes et de les aider à passer en zone libre. » (propos recueillis par le fr. Jean-Jacques Danel, janvier 2013). René Omnès a écrit aussi que Corentin Cloarec était « spécialisé dans les évasions par l'Espagne ». Voir Albert ORIOL-MALOIRE, *Ces jeunes dans la guerre 1939-1945*, Amiens, Martelle Éditions, 1997, p. 56.

<sup>146</sup> Entretien de R. Omnès avec l'auteur, 9 mars 2013.

<sup>147</sup> Entretien de R. Omnès avec l'auteur, 11 mai 2014.

<sup>148</sup> Déclaration manuscrite du gendarme Yves Omnès de la 7<sup>e</sup> Légion de Gendarmerie, Brigade de Paris-Exelmans. Extraits de « Justification d'actes individuels de septembre 1940 à la fin de l'Occupation », cités dans René OMNÈS, *Les éveilleurs de l'aurore*, Paris, Éditions Crimée, 2002, p. 206.

<sup>149</sup> Sur cette filière d'évasion qui se mit en place notamment pour suppléer au démantèlement partiel de la filière Comète, voir en particulier Roger HUGUEN, « Les débuts et le fonctionnement d'un réseau d'évasion : le réseau Shelburne », in *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 85, 1972, p. 33-50 ; *Id.*, *Par les nuits les plus longues*, Rennes, Éditions Ouest-France, 1986, et, du côté britannique (puisque la filière travaillait pour le MI9), Michael Richard Daniell FOOT et James Maydon LANGLEY, *M I9: Escape and evasion, 1939-1945*, London, réed. Biteback, 2011, p. 234-236.

<sup>150</sup> Là encore, le témoignage de René Omnès est convergent puisqu'il affirme que « mon père m'a toujours dit que Corentin travaillait pour le BCRA ou avec les Anglais. Il l'a écrit dans ses lettres » (entretien précité de 2013).

<sup>151</sup> On connaît de nombreux exemples de prêtres engagés dans cette forme de soutien à la

et de plusieurs autres frères franciscains. C'était le cas notamment du frère Robert Desmoutier, prêtre à Roubaix, arrêté en mai 1944 pour avoir caché des réfractaires et avoir facilité leur évasion, et qui mourut en déportation<sup>152</sup>. De l'autre côté de la frontière, ce furent aussi quelques frères du couvent de Bruxelles qui s'engagèrent dans le réseau d'évasion Comète<sup>153</sup>, tandis qu'à Fontenay-sous-Bois, le père Agnello Lejal s'impliquait dans une filière d'évasion vers l'Angleterre<sup>154</sup> et qu'au sud, sur la route de l'Espagne, le père Bédrune recueillait des Juifs et des pilotes anglais dans son couvent de Brive<sup>155</sup>. Si rien ne prouve que ces différents franciscains aient matériellement coopéré avec le père Corentin, il est troublant de constater cette similitude d'engagement tout au long d'une des routes principales d'évasion de la Seconde Guerre mondiale.

Le père Corentin a aussi rendu d'autres services à la Résistance. L'un d'entre eux a sans doute été la collecte et la transmission de renseignements<sup>156</sup>. Nous en avons en effet une mention directe dans les papiers personnels d'un des militaires membres de la fraternité Saint-Louis, l'ingénieur Dupuy déjà cité, qui a écrit après-guerre : « C'est par le P. Cloarec que je faisais passer mes renseignements [...] J'ai toujours ignoré comment le P. Cloarec faisait suivre. »<sup>157</sup>

---

Résistance et l'on a pu écrire que « nous n'avons trouvé ni d'exemple de prêtres ayant refusé d'aider un individu, ni de prêtre ayant dénoncé un réseau ou une filière de passage. [...] ceux qui aident les personnes traquées sont plutôt jeunes, et n'ont pas connu la Séparation en tant que séminaristes. Nous avons établi que la moyenne d'âge de ces desservants était d'environ quarante-huit ans ». Esther DELOCHE, *Le diocèse d'Annecy de la Séparation à Vatican II (1905-1962)*, Thèse université Lyon 2, 2009.

<sup>152</sup> Voir notamment la notice le concernant dans B. WARUSFEL (dir.), *Le père Corentin, op. cit.*, p. 162-165.

<sup>153</sup> Le père Beda Rigaux fut arrêté le 8 février 1943 et libéré ensuite faute de preuves (voir son témoignage dans RÉMY, *Réseau Comète*, t. 2, Paris, Librairie académique Perrin, 1967, p. 429) tandis que le père Agnello Van Den Bosch, qui avait été arrêté en juin 1942, mourut en déportation. Voir Agnello JACQUEMIN, *Le père Agnello Van den Bosch : Franciscain, aveugle de guerre, fondateur de l'Œuvre Nationale des Aveugles, 1883-1945*, Bruxelles, Éditions Chant d'Oiseau, 1992.

<sup>154</sup> Voir notamment la notice le concernant dans B. WARUSFEL (dir.), *Le père Corentin, op. cit.*, p. 172-174.

<sup>155</sup> *Ibid.*, p. 175-178.

<sup>156</sup> Là encore, plusieurs frères mineurs acceptèrent des tâches d'agent de renseignement pour différents réseaux, comme en particulier les frères Lejal et Desmoutier déjà cités.

<sup>157</sup> Note communiquée par M. François Dupuy, son fils. Ses compétences (en matière d'armement terrestre) et le fait qu'il va être choisi par de Lattre pour diriger la mission d'information technique de la 1<sup>e</sup> Armée, chargée de récupérer les scientifiques allemands (1<sup>e</sup> Armée Française, Note relative à la création d'une mission d'information technique, 21 janvier 1945, archives familiales Dupuy) rendent très probable sa participation à des activités de renseignement technique sous l'Occupation. Le Père Corentin aurait été son lien avec la filière de renseignement militaire de CDLL.

C'est également à partir de 1943 que le père Corentin a apporté son soutien actif à l'organisation du mouvement CDLL, notamment en protégeant certains de ses chefs et en hébergeant au couvent de Paris des réunions destinées à préparer les combats de la Libération. C'est ainsi qu'en décembre 1943, il héberge temporairement Aymé-Guerrin qui, pour échapper aux arrestations qui frappe son groupe, vient d'entrer en clandestinité<sup>158</sup>, de même que le colonel de Marguerittes-Lizé<sup>159</sup>. Ce dernier est alors en fuite depuis qu'il a abandonné son poste de responsable militaire du mouvement Organisation civile et militaire (OCM) en Aquitaine, suite à la trahison du responsable régional Grandclément. Recherchant une nouvelle affectation en vue du passage à l'action armée, il était arrivé à Paris et utilise son ancien directeur de la fraternité Saint-Louis pour se cacher et rencontrer des membres de CDLL.

Va alors se tenir le 28 décembre 1943 au couvent une importante réunion qui regroupe, outre le père Corentin, Aymé-Guerrin, le colonel Lizé, Yves Masiée (alors membre de l'état-major militaire régional de ce que l'on allait appeler bientôt les FFI) et Chantal Doucet, responsable du service social de CDLL (et fille du responsable départemental des FFI de la Seine-et-Marne, qui va devenir brièvement responsable national de CDLL)<sup>160</sup>. Si l'on se souvient qu'à cette date Roger Coquoin, successeur de Ripoché, est encore le responsable militaire de la région P (qui couvre notamment Paris et toute l'Île-de-France<sup>161</sup>) et qu'au début août 1944 Lizé (comme chef FFI de Paris) et Masiée (comme coordonateur de l'Oise et de la Seine-et-Marne à l'état-major régional) seront deux des responsables militaires de la région parisienne à la veille de l'insurrection, on comprend que cette réunion de fin 1943 au couvent de la rue Marie-Rose était sans doute assez stratégique.

On peut faire l'hypothèse que cette réunion a permis à Lizé de rencontrer une partie de l'état-major militaire de CDLL<sup>162</sup>, ce qui a contribué à le

---

<sup>158</sup> « Le dimanche 19 (décembre), je loge au monastère franciscain de la rue Marie-Rose ; durant le déjeuner, le Père Supérieur est venu s'entretenir avec moi » avant de bénéficier de l'aide du père Corentin pour pouvoir se réfugier chez un tertiaire puis dans un couvent des Filles de la Charité (souvenirs d'AYMÉ-GUERRIN, op. cit., chapitre « Dans la nature », p. 7).

<sup>159</sup> « Le Père Corentin m'avait accueilli un soir de décembre 1943 où je ne savais pas où coucher (...) je dînais avec le frère cuisinier, frère Jacques, pour ne pas me montrer à la communauté. Je passais la nuit au couvent et le lendemain je déguerpissais après la première messe » (Mémoires de Marguerittes, ms. cit.).

<sup>160</sup> Voir le compte rendu de cette réunion par Aymé-Guerrin dans son article « Nous étions cinq », art. cit.; également dans ses souvenirs, archives familiales citées. Le lendemain, 29 décembre, Coquoin est abattu par la Gestapo et le colonel Doucet va lui succéder à la tête de CDLL avant d'être arrêté et déporté peu de temps après, amenant notamment Yves Masiée à lui succéder en Seine-et-Marne.

<sup>161</sup> Voir notamment H. MICHEL, *Paris résistant*, op. cit., p. 267.

<sup>162</sup> Dans ses souvenirs, Lizé indique qu'il est rentré en relation avec CDLL et qu'un « comman-

faire désigner plus tard comme chef FFI à Paris et, à ce titre, responsable opérationnel de l'insurrection parisienne sous la coordination régionale d'Henri Rol-Tanguy. De même qu'il pourrait avoir convaincu Aymé-Guerrin de rejoindre CDLL (plutôt que l'OCM) quelques mois avant, le père Corentin a pu jouer un rôle de rapprochement entre son ancien tertiaire et l'état-major du mouvement au moment où se structurait la chaîne de commandement qui devait fonctionner au jour de l'insurrection.

C'est donc un résistant très actif à la fois dans le soutien aux fugitifs et dans la préparation des structures de la résistance parisienne en vue de la prochaine libération qui va tomber sous les balles des collaborateurs de la Gestapo à la fin du mois de juin 1944.



*Fig.4 : 28 juin 1944. Le père Corentin Cloarec sur son lit de mort.*  
© APFB

### ***Le sacrifice de sa vie***

L'assassinat du père Corentin ayant eu lieu en pleine journée dans une maison religieuse qui abritait près d'une trentaine de frères, il a eu de nombreux témoins. On en connaît donc assez bien le détail, ainsi que les réactions qu'il suscita immédiatement. En revanche, les origines et les motivations de cet acte brutal ne sont pas encore totalement établies.

Résumons les faits. Suite à des arrestations opérées la veille, la Gestapo a envoyé deux jeunes Français sonner à la porte du couvent de la rue Marie-Rose (14<sup>e</sup> arrondissement)<sup>163</sup>. Le père les a reçus sans appréhension et

---

dement m'est offert » mais seulement en février 1944, et que cela ne s'est pas concrétisé du fait des arrestations et que « tout est à recommencer » (Mémoires de Marguerittes, ms. cit.).

<sup>163</sup> C'est par erreur que des récits ont évoqué la responsabilité de la Milice. Le rapport de police établi par l'officier de police qui arriva sur les lieux (suite à un appel téléphonique) est formel sur le fait qu'il y trouva des policiers allemands qui lui montrèrent leurs cartes de la Gestapo, et qui dépendaient du service de la rue des Saussaies, c'est-à-dire du KDS-Paris, direction

est tombé dans un guet-apens. Il a été touché de plusieurs balles et malgré sa tentative pour se réfugier dans le réfectoire du couvent, s'est écroulé mourant entre les bras de ses frères. Emmené alors à la clinique toute proche, il y est mort peu de temps après.

La première question qui se pose face à un tel événement porte sur les origines de cette action violente. Les premiers récits publiés après sa mort évoquaient le fait que les deux auxiliaires français de la Gestapo « demandèrent le Père Corentin de la part d'un patriote bien connu du religieux et qui avait été arrêté la veille au soir (au couvent, on ignorait encore ce détail) »<sup>164</sup>. Mais on ignorait de quelle arrestation il pouvait s'agir.

Les recherches que nous avons menées en vue du soixante-dixième anniversaire de la mort du père Corentin nous ont permis de retrouver un témoignage demeuré méconnu et dont on a pu établir en grande partie la crédibilité<sup>165</sup>. Selon les déclarations de l'ancien président du conseil municipal de Paris, Pierre Taittinger<sup>166</sup>, la Gestapo serait intervenue rue Marie-Rose après l'arrestation la veille de l'ancien député socialiste Alexandre Bracke-Desrousseaux et de sa femme Luce ainsi que de leur voisin Henri Auchier, qui habitaient un immeuble proche du couvent au 14, avenue Paul Appell.

L'ancien professeur de grec à la Sorbonne et sa femme avaient été repérés par les Allemands en raison de leurs liens avec des résistants issus de la SFIO<sup>167</sup>, mais Henri Auchier, fonctionnaire à la Caisse des dépôts, était pour sa part membre du mouvement Défense de la France dont il assurait la diffusion du journal clandestin tout en étant responsable de leur atelier de fabrication de faux papiers<sup>168</sup>. Mais son dossier d'homologation constitué

---

régionale de Paris de la Gestapo (Commissariat de police des quartiers Parc Montsouris et Petit-Montrouge, procès-verbal du 28 juin 1944, Archives de la Préfecture de police de Paris).

<sup>164</sup> Chr. EUGÈNE, « Le Père Corentin », art. cit., p. 5 ; on retrouve la même indication dans J. ROSNY, « L'assassinat d'un religieux breton à Paris », art. cit., ainsi que dans André BRENEAU, « Mitraillé dans un monastère, un franciscain a ouvert la liste des religieux assassinés par l'ennemi », in *Libres*, 14 octobre 1944.

<sup>165</sup> Voir plus particulièrement le chapitre 5 dans B. WARUSFEL (dir.), *Le père Corentin, op. cit.*, p. 97-112.

<sup>166</sup> Voir Pierre TAITTINGER, *Et Paris ne fut pas détruit*, Paris, L'Élan, 1948, p. 284.

<sup>167</sup> André Pierrard cite notamment les noms d'André Le Troquer, d'Édouard Depreux, d'Amédée Dunois (arrêté précédemment en janvier 1944 et qui mourut en déportation) ou encore de Christian Pineau, l'un des fondateurs de *Libération-Nord*. Voir André PIERRARD, « Alexandre-Marie Bracke Desrousseaux, un porteur de lumière (1861-1955) », in *Alexandre et Bracke Desrousseaux, deux hommes et un quinquin*, A. PIERRARD et S. DILLAZ, Lille, La Voix du Nord, 1992, p. 95. On connaît par ailleurs les liens étroits qui liaient Desrousseaux à Jean Texcier, autre fondateur de *Libération-Nord* et auteur dès juillet 1940 des « conseils à l'occupé ».

<sup>168</sup> Voir son état de service établi par Hélène Viannay, liquidatrice du mouvement Défense de la France (attestation de services, 18 février 1953, archives de la famille Auchier/Bonnamour) ainsi que son dossier de demande de la médaille de la Résistance (archives de l'Ordre de la Libération).

à son retour de déportation<sup>169</sup> établit qu'il avait été arrêté en raison de son action au profit de la filière d'évasion Shelburn déjà évoquée<sup>170</sup>.

Si l'on ajoute qu'Henri Auchier avait été désigné peu auparavant responsable du secteur XIII<sup>e</sup>-XIV<sup>e</sup> arrondissements auprès de Robert Salmon, délégué parisien du Mouvement de libération nationale (regroupement de plusieurs mouvements non-communistes de la Résistance), on peut penser qu'il avait des raisons de connaître l'action du père Corentin dans ce même secteur de Paris, voire de collaborer avec lui dans une ou plusieurs opérations d'évasion d'aviateurs. Ce pourrait être la cause de la descente de la Gestapo dans le couvent dès le lendemain de l'arrestation d'Auchier.

La seconde question est celle du caractère délibéré ou non de cet assassinat. Sur place, les hommes de la Gestapo ont prétendu que ce n'était pas le cas : « J'ai rencontré deux inspecteurs de la Gestapo et deux auxiliaires français. Ils m'ont fait connaître que le Père Corentin avait tenté de s'enfuir alors qu'il allait être appréhendé et que, d'autre part, il avait essayé d'étrangler un des inspecteurs – d'où les coups de feu tirés sur lui. »<sup>171</sup> Mais deux raisons s'opposent à cette version des faits. Tout d'abord, les propos mêmes du père Corentin qui dans ses derniers moments trouva la force de démentir nettement : « Ce n'est pas vrai. Ce sont eux qui m'ont attaqué, mais je leur pardonne. »<sup>172</sup> Ensuite, l'enchaînement des faits tels qu'ils ont été rapportés par les témoins semble démontrer que les premiers tirs contre le père eurent lieu presque immédiatement après son entrée dans le parloir où l'attendaient ses assassins<sup>173</sup>, ce qui attesterait plutôt d'un traquenard et de la volonté de tuer. Reste alors à comprendre quelle pouvait être la motivation d'une telle exécution sommaire, alors que la pratique usuelle de la Gestapo était l'arrestation suivie d'interrogatoire et de torture.

On peut noter qu'à cette période de la guerre, la violence qui s'était accrue contre la Résistance s'exerce aussi très directement à l'égard des religieux. Bien qu'il y ait déjà eu des déportations et quelques exécutions de religieux

---

<sup>169</sup> Henri Auchier, arrêté le 27 juin 1944, fut déporté à Buchenwald le 17 août 1944 dont il revint le 11 avril 1945.

<sup>170</sup> Voir le dossier d'homologation d'H. Auchier (Service historique de la défense, dossier n° GR16P459174) ; également, son nom sur la liste des agents « isolés » du réseau Shelburn (accessible sur le site <http://evasionaviateurs.free.fr>). Ses états de service mentionnent qu'il avait été impliqué à plusieurs reprises dans l'évasion de pilotes (sans doute en lien avec sa capacité à fournir des faux papiers).

<sup>171</sup> Procès-verbal, déjà cité. Le père Chr. Eugène présent rapporte également avoir demandé « à l'un des meurtriers français » la raison de ses tirs, qui lui a répondu : « il s'est jeté sur mon camarade et à ce moment j'ai tiré » (Chr. EUGÈNE, « Le Père Corentin », art. cit.).

<sup>172</sup> *Ibid.*

<sup>173</sup> Pour plus de détails, voir B. WARUSFEL (dir.), *Le père Corentin, op. cit.*, p. 117-119.

dans les années précédentes<sup>174</sup>, 1944 marque certainement une accélération : on peut citer parmi les prêtres tués cette année-là le père Louis Favre d'Annemasse, responsable d'une filière d'évasion vers la Suisse, qui est fusillé le 16 juillet 1944<sup>175</sup>, le jésuite Yves de Montcheuil fusillé après la prise du maquis du Vercors le 10 août 1944, ou les abbés Maurice Cousin et Henri Gilleron, abattus par les SS lors du massacre d'Ascq<sup>176</sup>. Plus encore, faut-il évoquer l'exécution sommaire de cinq pères oblats de Marie Immaculée dans leur séminaire de la Brosse-Montceaux (Seine & Marne) le 24 juillet 1944<sup>177</sup>.

Mais le printemps 1944 est aussi le moment où les Allemands, désormais confrontés aux troupes alliées qui viennent de débarquer, osent pour la première fois s'en prendre directement à la hiérarchie catholique. Le 28 mai, Mgr Piguet, évêque de Clermont-Ferrand, est arrêté avant d'être déporté au Struthof puis à Dachau. Dans la nuit du 8 au 9 juin, Mgr Rodié, évêque d'Agen est arrêté ainsi que Mgr de Solage, recteur de l'Institut catholique de Toulouse et trois autres de ses professeurs. Le lendemain matin, c'est au tour de Mgr Théas, évêque de Montauban, puis les Allemands tentent (sans succès, en raison de son état de santé) de s'assurer de la personne de l'archevêque de Toulouse, Mgr Saliège. C'est enfin l'évêque d'Albi, Mgr Mousaron, qui est appréhendé le 15 juin<sup>178</sup>. Cette vague d'arrestations d'évêques marque bien le fait que désormais l'occupant n'a plus peur de heurter l'Église et de provoquer la réprobation des catholiques. Au contraire, on peut penser qu'il cherche par ces exécutions et ces arrestations à créer la terreur et à dissuader les chrétiens et leurs prêtres d'apporter leur appui aux mouvements de résistance et aux forces alliées<sup>179</sup>. Mieux, la répression est accrue à l'encontre

---

<sup>174</sup> On citera en particulier l'abbé Pierre Carpentier, arrêté à Abbeville en 1941, déporté puis décapité le 30 juin 1943 pour son action au profit des réseaux *Cohors-Asturien* et *Pat O'Leary* (réseau d'évasion d'aviateurs alliés). En octobre 1943, le frère Gilbert Thibaut, olat de Marie Immaculée et résistant du réseau *Turma-Vengeance* (qui fusionnera avec *CDLL*) est torturé par la Gestapo française avant d'être déporté en janvier 1944 (voir notamment RÉMY, *Leur calvaire*, Paris, Le Livre chrétien-Arthème Fayard, 1954, p. 87-92).

<sup>175</sup> Après avoir été arrêté le 3 février 1944. Voir Nicole GIROUD, *Mission et calvaire de Louis Favre*, Bière, Cabédita, 2012. Il sera fait *Juste parmi les nations* en raison de son action pour le sauvetage de nombreux Juifs.

<sup>176</sup> Massacre de plus de 80 habitants d'Ascq, près de Lille, après un sabotage ferroviaire, le 1<sup>er</sup> avril 1944. Voir notamment Claude PAILLAT, *Le Monde sans la France, 1944-1945, Dossiers secrets de la France contemporaine*, t. 8, Paris, Robert Laffont, 1991, p. 180.

<sup>177</sup> Ces exécutions suivent la découverte par la Gestapo de ce que les religieux avaient caché temporairement des armes parachutées, à la demande d'Yves Masiée (épisode décrit, dès la Libération, par plusieurs ouvrages sur la résistance des religieux : Jean PÉLISSIER, *Pour Dieu et la Patrie. Prêtres et religieux victimes des nazis*, Paris, Bonne presse, 1946, p. 28-39 ; également RÉMY, *Leur calvaire*, *op. cit.*, p. 60-86).

<sup>178</sup> Voir notamment Jacques DUQUESNE, *Les catholiques français sous l'Occupation*, Paris, rééd. Points Seuil, 1996, p. 375-379.

<sup>179</sup> C'est l'analyse qu'on a pu faire concernant l'arrestation de Mgr Piguet, qui était pourtant

de ceux qui sont accusés d'avoir activement soutenu la Résistance<sup>180</sup>. Grumm, le responsable local de la Gestapo qui avait arrêté le père Favre (membre du réseau Gilbert) aurait déclaré à ceux qui cherchaient à faire échapper le prêtre à son exécution : « c'est inutile, il nous a fait trop de mal. »<sup>181</sup>

Vu ce que nous savons de l'action du père Corentin dans deux domaines de l'action résistante considérés comme particulièrement sensibles par les Allemands – l'évasion des pilotes alliés et le soutien à l'organisation de la résistance militaire à Paris – on peut se demander si les gestapistes de Paris n'auraient pas pu reprendre la formule de leur collègue d'Annemasse, estimant que l'action du franciscain devait être punie et que cela devait frapper d'effroi ceux qui seraient tentés de prendre sa suite.

Cette hypothèse des représailles pourrait être renforcée du fait de la survenue dans la nuit précédant la mort du père Cloarec d'un événement qui frappa de stupeur les Allemands et, plus encore, leurs auxiliaires français de la collaboration : la mort du secrétaire d'État à l'information de Vichy, le milicien Philippe Henriot, tué par un commando du COMAC qui aurait été chargé de l'arrêter en plein Paris pour le livrer aux forces alliées<sup>182</sup>.

On sait que dans les semaines qui suivirent, plusieurs exécutions sommaires furent commises en représailles de cette action qui avait frappé la voix la plus talentueuse de la collaboration. On peut donc imaginer qu'au matin du 28 juin, au moment où l'annonce de la mort d'Henriot parvient dans les milieux collaborationnistes, certains auxiliaires français de l'occupant aient souhaité exercer leur vengeance. Prévue pour être effectuée dans la matinée, l'arrestation du père Corentin aurait alors été une première occasion de venger Henriot : le déroulement des faits avec ces deux Français qui entrent seuls dans le parloir et qui tirent immédiatement, alors que les policiers allemands attendent à l'extérieur, pourrait cadrer avec cette thèse. Le père Corentin pourrait alors n'avoir été victime que d'une terrible coïncidence de calendrier et de la rage meurtrière de ces jeunes collaborateurs.

---

jusqu'alors un prélat loyal envers Vichy : « Selon toute apparence, ils voulaient justement limoger un tel évêque pour servir d'exemple à tous les autres et leur montrer ce qu'ils risquaient au cas où ils allaient se montrer désagréables. Ce serait donc une manœuvre de dissuasion pour pouvoir se les accommoder. » (« Mgr Piguet, évêque et résistant », in *Bulletin du Cercle International de Karl Leisner*, 1, 2003, p. 10).

<sup>180</sup> Paradoxalement, c'est sans doute pour cette raison que Mgr Piguet fut finalement déporté, malgré son relatif maréchalisme : la Gestapo lui reprochait en effet d'avoir délivré à un prêtre résistant, le père de Viry, une autorisation de célébrer dans son diocèse établie sous une fausse identité. *Ibid.*, p. 7 ; voir également J. DUQUESNE, *Les catholiques français, op. cit.*, p. 378.

<sup>181</sup> *Revue du Diocèse d'Annecy*, 42, 19 octobre 1944, p. 3945, cité dans Esther DELOCHE, *Le diocèse d'Annecy de la Séparation à Vatican II (1905-1962)*, Thèse Lyon 2, 2009.

<sup>182</sup> Voir notamment Jean-Marc BERLIÈRE et François LE GOARANT DE TROMELIN, *Liaisons dangereuses. Miliciens, truands, résistants, Paris 1944*, Paris, Perrin, 2013, p. 170-180.

Mais l'exécution du franciscain de la rue Marie-Rose pourrait même avoir un lien plus direct avec l'assassinat quelques heures plus tôt du secrétaire d'État. En effet, Henriot était un catholique convaincu qui avait milité à la Fédération nationale catholique (avant de rejoindre la Fédération républicaine)<sup>183</sup> et certains de ses amis personnels ou politiques se retrouvèrent dans la Résistance. Ce fut notamment le cas d'Aymé-Guerrin qui l'avait connu très jeune et qui, le 10 février 1944, lui avait adressé une lettre (dont il rendit public le texte dans son bulletin clandestin du 9 avril 1944) aux accents très durs :

« Mon pauvre Philippe, tu te souviens du temps où nous usions nos culottes de potaches sur des bancs voisins ; certaines tendances nous rapprochaient alors et nous échangeions ces vers écoliers qui traduisent le jeune idéal d'âmes qui rêvent de vivre pour autre chose que la vie. Et voilà que trente ans plus tard, je te retrouve heureux, comblé, repu ; je pourrais m'en réjouir si, à l'heure même, la France n'était pas dans les fers. En juin 40, comptais-tu déjà parmi les admirateurs de Hitler ? ... Mais non, il t'a fallu la défaite de ton pays pour t'inspirer l'admiration du vainqueur ... Tandis que ton camarade d'autrefois a dû fuir son foyer, sa femme et ses enfants, traqué par la Gestapo de tes sûrs alliés, seulement abrité et aidé par ses camarades de combat, qui savent y risquer leur tête. Mais, crois-le bien, mon pauvre Philippe, de nous deux, c'est toi qui es à plaindre. »<sup>184</sup>

Y aurait-il là une source particulière de haine contre ces chrétiens résistants qui avaient publiquement désavoué leur ancien coreligionnaire ? Rien ne permet de l'affirmer, en l'état de nos connaissances, mais la possibilité ne doit pas être exclue.

### **Conclusion**

L'assassinat du père Corentin Cloarec aura, sur le moment, un retentissement considérable qui poussera des milliers de Parisiens à venir défilier devant sa dépouille puis à assister à ses funérailles le 3 juillet au couvent Saint-

---

<sup>183</sup> Sur la carrière politique d'Henriot avant-guerre, voir Clément ROYER, *Philippe Henriot (1924-1939). De l'éveil politique contre le Cartel des gauches à la quatrième circonscription de la Gironde. Du militantisme catholique à la tentation fasciste. Itinéraire d'un député nationaliste, parlementaire antiparlementaire*, mémoire IEP de Lyon, 2011.

<sup>184</sup> Extrait des souvenirs d'AYMÉ-GUERRIN, archives familiales précitées, chapitre « La résistance – Paris », p. 3.

François<sup>185</sup>. À cet hommage populaire s'ajouteront deux reconnaissances officielles : son nom est donné à une rue voisine dès le 25 août 1944 (ce qui sera confirmé officiellement en juin 1945<sup>186</sup>) et il va recevoir la médaille de la Résistance à titre posthume<sup>187</sup>.

Mais comme ce fut le cas pour d'autres victimes de la Seconde Guerre mondiale, la mémoire du père Corentin et de son sacrifice se perdit assez vite. S'agissant de l'ordre franciscain, le retour des frères déportés en 1945<sup>188</sup> mit plus particulièrement en avant le destin tragique des quatre jeunes franciscains morts en déportation pour avoir exercé des activités d'action catholique clandestines au STO<sup>189</sup>. Par ailleurs, leur apostolat auprès de ces travailleurs français en Allemagne fut l'une des sources de l'engagement de certains frères mineurs dans le mouvement des prêtres-ouvriers de l'immédiat après-guerre<sup>190</sup>. L'action discrète du père Corentin, tant au service de l'Ordre que de la Résistance, disparut donc progressivement des esprits, même si son souvenir fut honoré en 1994 par une célébration en l'honneur du cinquantième anniversaire de sa mort durant laquelle le père Bougerol évoqua une dernière fois sa mémoire.

Est-ce à dire qu'en dehors de sa fin héroïque, le parcours de Corentin Cloarec était trop classique pour pouvoir susciter l'attention ? Nous ne le pensons pas. Bien au contraire et avec le recul, il nous semble que c'est au travers de cette apparente normalité qu'il nous apprend beaucoup de choses sur ce que vécut et réalisa sa génération, celle qui eut vingt ans en 1914.

Parmi différents aspects intéressants, nous retenons plus particulièrement deux dimensions exemplaires de sa vie. En premier lieu, il nous paraît représenter ces religieux qui, après la crise anticléricale du début du siècle, engagèrent leurs forces pour rendre au catholicisme une place dans la société française de l'entre-deux-guerres. Puisqu'il était entré chez les frères mineurs, c'est donc à la restauration de cet ordre en France après son retour en 1918

---

<sup>185</sup> De telles manifestations spontanées en pleine Occupation ne sont pas très fréquentes, mais d'autres cas sont connus, comme par exemple les 1500 à 2000 personnes qui viennent assister aux funérailles de deux réfractaires au STO exécutés par les Allemands en août 1943 à Giromany, près de Belfort. Voir R. BELOT, *Aux frontières de la liberté*, op. cit., p. 40-41.

<sup>186</sup> Deux communes de la banlieue parisienne, Bois-Colombes et Courbevoie, firent de même en novembre 1944.

<sup>187</sup> Décret du 3 août 1946, publié au Journal officiel du 13 octobre 1946.

<sup>188</sup> Dont notamment le père Éloi Leclerc et son frère Christophe Leclerc.

<sup>189</sup> Xavier Boucher, Gérard Cendrier, Roger Le Ber et Louis Paraire. Voir notamment Mgr Charles MOLETTE, *Prêtres, Religieux et Religieuses dans la résistance au Nazisme, 1940-1945*, Paris, Fayard, p. 67 et 117-118 ; également, du même auteur : *Gérard Cendrier, Scout et Franciscain*, Magny-les-Hameaux, Socéval éditions, 2007.

<sup>190</sup> Sur cette filiation, voir Giuseppe BUFFON, *Le renouveau franciscain au 20<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions franciscaines, 2011, p. 18-28 ; également D. VORREUX, *Cent ans d'histoire franciscaine*, op. cit., p. 106-107.

qu'il consacra son énergie et sa grande capacité de travail et de conviction.

Mais en même temps le père Corentin fut un de ces Français qui, bien que nés à la périphérie, furent poussés par l'horreur de la guerre à reconstruire leur pays et à refuser ensuite l'humiliation et la défaite.

Ce double mouvement spirituel et patriotique semble s'être harmonieusement fondu dans sa pratique de prêtre-résistant durant les années de l'Occupation. Comme on l'a vu, le refus du nazisme et la lutte pour recouvrer la liberté furent tout de suite à ses yeux des composantes essentielles du combat chrétien contre la puissance du mal. Chez lui, il n'y eut pas une résistance spirituelle qui se serait tenue à l'écart de la résistance active, ou à l'inverse un simple activisme patriotique. Comme on le dira à propos d'un autre frère mort pour faits de résistance (le père Robert Desmoutier déjà cité), « en travaillant pour sa part à refaire à la France une âme chrétienne, il entendait servir du même geste son Dieu et sa patrie »<sup>191</sup>. Chez Corentin Cloarec, cette unification de la démarche s'est traduite par ce que l'on pourrait appeler une manière franciscaine de résister : répondre à la demande de ceux qui souffrent sans préalable ni discrimination<sup>192</sup>, considérer que l'acte concret qui apporte l'aide nécessaire prime sur la conception et la direction d'une organisation<sup>193</sup>, enfin faire passer l'urgence d'agir et de témoigner avant les impératifs de sa propre sécurité<sup>194</sup> au point d'accepter le sacrifice suprême et de pardonner à ses ennemis<sup>195</sup>.

---

<sup>191</sup> Stéphane-Joseph PIAT, « Le P. Robert Desmoutier, témoin du Christ », in *La Croix*, 31 juillet 1945.

<sup>192</sup> Le colonel Lizé rapporte dans ses souvenirs inédits sa manière d'accueillir le résistant pourchassé : « Notre père Saint-François nous a commandé de ne pas résister, même aux bêtes féroces. Qui que vous soyez, vous trouverez asile dans le couvent » (Mémoires de Marguerites, ms. cit.).

<sup>193</sup> S'il laisse les responsabilités à ses camarades, Corentin est en revanche connu dans le Paris résistant sous l'humble sobriquet de « frère rata », en raison de son aide pour ravitailler les personnes pourchassées (témoignage d'Alexis Milliner dans RÉMY, *La ligne de démarcation*, op. cit., p. 367). On peut penser à son sujet ce que le père Valentin Breton, qui avait été un de ses maîtres, décrivait : « se laisser grignoter tout le long du jour par les autres ... Le cher prochain dévore ma vie » (Y. BOUGÉ, *Frère Mineur, Père Majeur*, op. cit., p. 233).

<sup>194</sup> Là encore, on peut faire le parallèle avec le P. Desmoutier, ce dernier ayant été averti par son supérieur des risques qui pesaient sur lui, n'arrêta pas son action résistante tant était grand son « désir de soulager d'atroces misères et celui d'apporter le témoignage du Christ en des organisations où des idéaux très différents voisinaient et communiaient au service de la France » (S.-J. PIAT, « Le P. Robert Desmoutier », art. cit.)

<sup>195</sup> C'est un autre frère mineur résistant, le P. Frédéric-Marie Bergounioux, qui prêchait à Tulle en 1942 que « nos raisons de vivre valent plus que notre vie elle-même. Des chrétiens n'hésiteront pas à sacrifier leur vie pour défendre ces raisons de vivre » (cité par le P. Maurice CORDIER, « La Résistance Spirituelle », in *Le lien*, 16, décembre 2004, accessible sur le site <http://lesamitiesdelaresistance.fr>). Quant au capucin Augustin Meyer (qui va mourir en déportation, après avoir été arrêté pour fabrication de faux papiers au profit des réfractaires), il écrivait à la

En inventant, comme d'autres de ses frères engagés dans des combats parallèles, une manière particulière de contribuer à la résistance nationale tout en continuant son ministère de service, le père Corentin Cloarec a naturellement puisé dans la tradition spirituelle du franciscanisme mais il a sans doute aussi exprimé sa sensibilité personnelle, forgée au fil des événements fondateurs de sa vie. À son propos, on peut être tenté de reprendre l'hypothèse que Fabienne Federini formulait selon laquelle les résistants de la première heure partageraient, malgré leurs positions sociales souvent favorables, un sentiment d'inadaptation ou de « déracinement »<sup>196</sup>.

Si le père Corentin paraissait en 1940 un homme solide installé dans la force de son âge dans une position personnelle et professionnelle satisfaisante, faut-il pour autant oublier ce qu'il a connu dans sa prime jeunesse ? Évoquant les trajectoires des jeunes Bretons, Jean Rohou déjà cité, décrit bien une étrangeté et un déracinement consubstantiels à beaucoup de leurs compatriotes de cette époque<sup>197</sup>. À cette première inadaptation d'expatrié, nous sommes tentés d'ajouter le traumatisme jamais réellement dépassé, de la guerre et de la captivité. Enfin, sommes-nous frappés par la réitération aux deux extrémités de sa vie religieuse de la même formule – qu'il attribuait faussement à saint François, comme beaucoup à l'époque<sup>198</sup> – selon laquelle « l'amour n'est pas aimé »<sup>199</sup>. Cette souffrance spirituelle (qu'il exprimait à

---

veille de sa déportation en mai 1944 : « ne fais plus rien pour me sauver, laisse-moi partir et souffrir avec le peuple français ». Cité dans Paul LINCK et Jacques BAUDET, « Le Père Augustin Meyer, 1898-1945 », in *Bulletin de l'Institut d'histoire et d'archéologie de Cognac*, 5, 1990, p. 17.

<sup>196</sup> F. FEDERINI, « Une sociologie », art. cit., p. 11-12.

<sup>197</sup> « Le Breton, c'était donc vraiment l'autre : différent jusqu'à en être étrange, et tantôt répulsif, tantôt salutaire. (...) Nous avons tous fui par la réussite scolaire et francophone le pays et le milieu où nous sommes nés » (J. ROHOU, *Fils de ploucs*, op. cit., t. 1, p. 256 et p. 253).

<sup>198</sup> En l'absence d'accès direct à l'ensemble des sources franciscaines (jusqu'à la parution du premier « Totum » en 1968), les frères franciscains eux-mêmes n'avaient qu'une connaissance relative des paroles authentiques de saint François. Cette formule « l'Amour n'est pas aimé » était généralement considérée comme ayant été prononcée par François devant le Sultan, alors qu'il s'agit d'une formule apocryphe, sans doute due au franciscain Jacopone da Todi et qui fut reprise et attribuée à François (ainsi qu'à d'autres saints) dans des écrits de piété de saint Alphonse de Liguori (par exemple, Alphonse DE LIGUORI, *Le chemin du salut, ou méditation pour acquérir le salut éternel*, Clermont-Ferrand, S. C. des livres de piété, 1833, XXX<sup>e</sup> méditation, p. 67). Toutefois, la formule précitée a pu être inspirée par cette parole de François que rapporte Thomas de Celano : « nous devons beaucoup aimer l'amour de celui qui nous a beaucoup aimés » (*Vita Secunda*, 196, in *Saint François d'Assise. Documents*, éd. D. VORREUX et T. DESBONNETS, Paris, Éditions franciscaines, 1981, p. 489).

<sup>199</sup> Dans sa lettre de demande d'admission, il évoque le rêve de « courir par le monde, à la suite du héraut du grand Roi ... et criant comme lui jadis, que l'Amour n'est pas aimé ! » (Lettre du 20 avril 1921, précitée). Mais lors de la récollection qu'il donne à la fraternité de l'Ave Maria, la veille de sa mort « le Père nous dit qu'hélas le cri de saint François est toujours d'actualité "L'amour n'est pas aimé" » (cahier de la fraternité de l'Ave Maria, ms. cit., à la date du 27 juin 1944).

nouveau dans son sermon de 1937<sup>200</sup>) et cette révolte intérieure face à l'indifférence qu'il percevait furent peut-être pour lui une forme d'inadaptation à la société telle qu'elle s'était transformée au lendemain de la Grande Guerre. C'est sans doute pour lutter contre elle qu'il s'était jeté avec autant d'énergie dans la restauration de l'ordre franciscain en France. C'est en elle qu'il aurait puisé, comme d'autres pionniers de la Résistance face à leurs propres inadaptations, l'impérieuse nécessité de s'insurger. Elle ne l'a plus quitté jusqu'à la fin.

---

<sup>200</sup> « Il y a grande pitié dans le règne du Christ ... que Dieu est moins connu et moins aimé » (Sermon du 18 avril 1937, ms. cit.)